

**RÉSOLUTIONS DU CEO
SUMMIT OCÉAN INDIEN**

D'une vision entrepreneuriale
à une dynamique politique
régionale

Page 16

**SOMMET
DE LA COI**

Les Fruits de Madagascar
face aux défis structurels

Page 20

**RALLYE
DES INDUSTRIES 2025**

Une passerelle ambitieuse entre
universités et secteur industriel

Page 22



Le magazine des industries de Madagascar

expansiOn

Numéro 41 | Juin-Juillet 2025 | Ar. 10 000

PORTRAIT

**DAVID
RALAMBOFIRINGA**

Ministre de l'Industrialisation
et du Commerce

PAGE 26



**Il faut laisser
le secteur privé
s'exprimer**



3 665902 216491





Cuvée **NOIRE**

En 1982, suite à une stratégie audacieuse de délocalisation de l'usine de Nosy be vers Antananarivo, Dzama a étendu son assortiment avec la Cuvée noire 43°. Dzama a mis en place un solide réseau de distribution afin de fournir des produits de qualité sur l'ensemble du territoire malgache. Animé par la volonté de s'établir à l'échelle internationale, Dzama illustre le développement concret de l'infrastructure économique à Madagascar.

RUBiA
LUBRIFIANTS

Pour une efficacité
maximale, approuvée
par les constructeurs



Découvrez Rubia TIR dotée de la technologie Pro-Efficient, réduisant jusqu'à 81 % l'usure mécanique de votre moteur pour lui offrir des performances et une protection optimales. Approuvée par les constructeurs de poids lourds du monde entier, Rubia TIR est le partenaire idéal pour votre véhicule.



TotalEnergies



L'énergie est notre avenir, économisons-la !

* Comparé aux limites industrielles de l'ACEA E4 (Test OM 646LA - Usure de la came côté échappement)

ABONNEZ-VOUS

au magazine des industries de Madagascar

Une offre découverte | 3 Numéros
pour 25 000 Ariary

Une offre privilège | 6 Numéros
pour 48 600 Ariary

Une offre premium 12 numéros | 12 Numéros
pour 86 600 Ariary

Nom :
Prénom :
Société :
Téléphone :
E-mail :
Adresse :

06

Vie du SIM

Conseil d'Administration du SIM – Mandat 2025-2027

Protéger et valoriser nos industries , un engagement continu du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) au service de ses membres

La culture de l'excellence à travers l'industrie

12

Brèves Actus avec Orange Actu

20

Sommet de la COI

Les Fruits de Madagascar face aux défis structurels

26

Portrait DAVID RALAMBOFIRINGA

Ministre de l'Industrialisation et du Commerce

37

Malagasy Ny Antsika

LES NOUVEAUX PRODUITS LABELLISES « Malagasy ny Antsika ».



**Syndicat
des Industries
Madagascar**

Immeuble Vitasoa
Analakely
1ère étage Antananarivo
101, Madagascar
(+261) 20 22 240 07
syndusmad@sim.mg
www.simmadagascar.mg

Fondateurs

Hery Ranaivosoa, Fredy
Rajaonera, Damase
Andriamanohisoa,
Frank Fohine, Stéphane
Raveloson, Karim Barday,
Francis Rajaobelina,
Laurent Rajaonarivelo,
Claude Ratefiarisoa

Directeur de publication

Tiana Rasamimanana

Directeur de rédaction

Vola Narindra RAVAOAVY

Rédacteur en chef

Santatra H

Equipe éditoriale

Rkt Hsn, Antsa
Liantsoa

Graphisme & mise en page

ODS SAU

Crédits photos

SIM, Orange actu, Ministère
de l'Industrialisation et
du Commerce, Les Fruits
de Madagascar, Groupe
Arbiochem, Présidence de la
République de Madagascar,
TWINS'ART PHOTOGRAPHY

Régie publicitaire & abonnement

(+261) 34 86 420 86
contact@ods-mada.com
Immeuble Nexus
Andranobevava,
Antananarivo 101
Madagascar

Imprimé par

Nouvelle Imprimerie
des Arts Graphiques



Soutien aux industries locales : UNE URGENCE ABSOLUE !



Madagascar est déjà membre de plusieurs zones comme la SADC, ou le Comesa. La Zlecaf va incessamment s'ajouter à cette liste. Pour l'heure, notre balance commerciale reste largement déficitaire. Cela veut dire que nous subissons une importation très importante par rapport aux exportations. Ce qui fait qu'il y a quelques impératifs qu'il faut mettre en œuvre.

Baisse du coût de production et appui à l'exportation

Il s'avère nécessaire d'améliorer le coût de production. Effectivement, le prix des intrants et des matières premières que l'on retrouve sur notre territoire ne cesse de grimper. Cela s'explique surtout par le mauvais état de nos infrastructures. Pour contourner cette cherté des matières premières sur place, certains industriels sont obligés d'importer. Ainsi, ils subissent de plein fouet la fluctuation et la dépréciation de l'ariary par rapport aux principales devises étrangères. Dans le même temps, ceux qui ont recours à l'importation font face au problème de transport maritime. En effet, Madagascar n'est pas très bien desservi en la matière. Ce sont d'autant de facteurs qui font augmenter le coût de production. Dans la foulée, l'énergie reste problématique, et cela n'arrange en rien cette situation.

Ce qui est important pour l'industrie, c'est le débouché. Dans ce sens, nous avons déployé des efforts pour développer le label Malagasy Ny Antsika, et cela porte ses fruits. En effet, nous constatons un certain engouement, car même les entreprises qui ne sont pas membres du Syndicat des Industries de Madagascar veulent être labellisées et décrocher le sésame. Nous avons dû faire un rappel à l'ordre. Cela veut surtout dire que, vis-à-vis du marché local, on a des résultats palpables.

Afin de bénéficier des coûts marginaux plus conséquents, il faut avoir beaucoup plus de ventes. Pas seulement sur le marché local, mais aussi à l'exportation. Ceci étant dit, il faut que l'État mette la main à la pâte en termes de mise aux normes. Il faut également renforcer la plateforme d'appui à l'exportation. Cela a déjà été fait il y a quelques années, mais visiblement, son opérationnalisation n'est pas très optimisée. Actuellement, la mise en place de cette plateforme est l'une des actions phares de la Chambre de Commerce, à laquelle le Syndicat des Industries de Madagascar prend part activement.

Efficacité du dialogue public-privé

Le secteur privé attend à ce que le dialogue public-privé soit plus efficace. Ce concept est mené sous l'égide de l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM). Cela fait plusieurs années qu'il a été mis en place, mais il faut dire que le secteur privé reste sur sa faim.

En effet, un dialogue suppose la tenue d'échanges entre les deux parties. On nous demande toujours nos besoins. Le secteur privé déballe ses desiderata, mais peu de choses sont prises en compte. En effet, parfois, l'État prend des mesures qui n'ont pas été discutées ensemble. Nous avons eu l'occasion de mettre cela sur la table, et avec la nouvelle structure de l'EDBM, désormais, des ministres et des décisionnaires sont au sein du conseil d'administration de l'EDBM, et on espère que cela changera la donne.

Un marché intra-régional puissant

La libre circulation des biens et des personnes dans la zone membre de la Commission de l'Océan Indien a été discutée et débattue durant le CEO Summit. L'on espère qu'il y aura des mesures concrètes allant dans ce sens à l'issue du sommet de la COI à Antananarivo.

C'est vraiment inadmissible que des pays comme Maurice, les Comores ou encore La Réunion s'approvisionnent à des milliers de kilomètres alors que Madagascar est tout près et est capable de les approvisionner. Outre la mise en œuvre de cette libéralisation, il sera opportun de mettre en place le label « Made in Indian Ocean », qui sera propre aux pays faisant partie de l'Océan Indien.

En somme, il faut rendre compétitives les industries de Madagascar à travers la baisse du coût de production et du coût marginal, et à travers la mise aux normes et les appuis pour la recherche de nouveaux marchés. Quand l'échange intra-régional est fort, le marché de chaque pays évoluera ensemble. L'Afrique, c'est un grand marché ! Il faut qu'on ait comme modèle le Mercosur, qui arrive à tenir tête à l'Union Européenne.



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2025 : Renouvellement du Conseil d'administration et réélection du Président du SIM



Lors de son Assemblée Générale Ordinaire tenue le 25 avril 2025, le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) a procédé à l'élection des membres du Conseil d'administration pour le mandat 2025-2027. À cette occasion, M. Tiana RASA-MIMANANA a été réélu Président du SIM, reconduit par ses pairs pour continuer à porter la voix de l'industrie malgache.

Le SIM est administré par un Conseil d'Administration composé de 25 membres élus parmi les entreprises adhérentes, pour un mandat de deux ans. Représentant la diversité et la vitalité du tissu industriel national, les membres du CA sont issus de secteurs variés, allant de l'agroalimentaire aux BTP, en passant par la chimie, l'énergie et l'emballage ainsi que le textile.

Conseil d'Administration du SIM – Mandat 2025-2027

1. ALPHA CIMENT	2. ENDUMA	3. GROUPE TALOUMIS	4. NEWPACK	5. SAVONNERIE TROPICALE
6. AMBATOVY MINERALS SA	7. GROUPE ANDRIATSITOHAINA	8. GROUPE HABIBO	9. GROUPE HABIBO	10. SOMACOU
11. BRED MADAGASCAR	12. GROUPE ARBIOCHEM	13. GROUPE INVISIO	14. ROYAL SPIRITS	15. STAR
16. CHOCOLATERIE ROBERT	17. GROUPE BASAN	18. GROUPE MADO/ GAMO	19. SACOPLAST	20. TECHNOPET
21. COMACAT	22. GROUPE CIMELTA	23. GROUPE SIPROMAD	24. SALONE	25. VITOGAZ MADAGASCAR

À l'aube de ce nouveau mandat, le SIM – sous l'impulsion de son Président réélu et de son Conseil d'administration – réaffirme son ambition de protéger et valoriser l'industrie locale, de renforcer les actions de plaidoyer en faveur d'un cadre économique plus juste et plus favorable aux entreprises, de promouvoir les produits "Malagasy ny Antsika" et les made in Mada au niveau national et international

de soutenir l'accompagnement des jeunes, futurs piliers de l'industrie nationale.

Dans un contexte économique en constante mutation, le SIM se positionne plus que jamais comme un acteur moteur du développement industriel durable à Madagascar.

► Protéger et valoriser nos industries , un engagement continu du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) au service de ses membres



Dans un contexte économique en pleine mutation, marqué par des pressions concurrentielles, des incertitudes fiscales, des attentes sociales croissantes, mais aussi par une crise énergétique persistante et l'état dégradé des infrastructures routières, l'industrie malgache se trouve à un tournant stratégique. Pour le SIM, il est impératif de défendre les intérêts du secteur productif tout en anticipant les transformations structurelles nécessaires à sa pérennité.

À travers une série d'initiatives ciblées menées ces derniers mois, le SIM affirme avec conviction que la protection de l'industrie locale n'est pas un repli défensif, mais bien un levier de souveraineté, de résilience et de croissance partagée.

► Une approche proactive de la réforme fiscale

L'une des principales priorités du SIM a été d'intervenir de manière anticipée dans le cadre de la préparation de la Loi de Finances Rectificative 2025. En collaboration avec l'EDBM et ClimInvest, une séance de travail a été organisée le 03 mars 2025, afin de définir une vision commune des réformes fiscales attendues pour soutenir la compétitivité industrielle.



« Nous appelons à un cadre favorable qui valorise les réalités et les atouts de la production locale, sans chercher de privilèges. Dans un contexte où le pouvoir d'achat des ménages est sous pression, soutenir nos activités devient essentiel pour préserver l'emploi et stimuler la croissance. Des mesures incitatives bien pensées, sans alourdir la fiscalité, contribueraient à dynamiser l'économie, renforcer les recettes publiques et encourager les investissements. La Loi des Finances peut jouer un rôle déterminant dans la consolidation des chaînes de valeur, en offrant un cadre clair, stable et porteur pour les entreprises locales. »



—Frederic ANDRIAMAHARO ,
Secrétaire Général du GROUPE BASAN

Les sujets abordés ont porté sur les équipements énergétiques, les dispositifs de garantie pour les sursis de paiement, la transparence des procédures budgétaires, ainsi que sur la nécessité d'assurer la concrétisation des engagements, en publiant notamment les décrets d'application des lois déjà adoptées. Il s'agit, pour le SIM, de passer du discours à l'action, et de garantir que chaque partie prenante respecte ses engagements.

► Mesures communales et continuité économique

En avril, la Commune Urbaine d'Antananarivo a suspendu la circulation des tricycles de livraison dans la capitale. Bien que cette décision relève d'une volonté de régulation urbaine, ses conséquences sur les chaînes logistiques des entreprises ont été immédiates. Le SIM, aux côtés d'autres groupements économiques, a sollicité une audience auprès de la municipalité pour une concertation urgente.



« Cette décision, si elle reste en l'état, remet en cause toute une logistique urbaine mise en place avec des investissements lourds. Nous parlons d'engins fiscalisés, enregistrés, utilisés pour des livraisons sécurisées de denrées, de médicaments, de biens essentiels. Suspendre leur circulation sans concertation, c'est désorganiser la chaîne d'approvisionnement de la ville et faire porter le coût au consommateur final. Il ne faut pas opposer urbanisme et économie, mais les articuler intelligemment. »



—Tiana RASAMIMANANA,
Président du SIM

Le SIM réaffirme l'importance d'un dialogue public-privé constant, notamment au niveau local, pour éviter les décisions unilatérales aux impacts économiques lourds.

► Une industrie engagée pour la jeunesse



L'insertion des jeunes constitue un pilier fondamental de la stratégie de valorisation industrielle du SIM. Avec le lancement de la plateforme www.pole-stages-mada.mg, conçue par de jeunes ingénieurs de Ecole Nationale d'Informatique (ENI) Fianarantsoa, le SIM met à disposition des entreprises un outil structurant pour les stages, les contrats d'alternance et les premiers emplois.



VIE DU SIM



Le SIM promeut également la décentralisation des opportunités vers les régions, pour offrir aux jeunes des parcours riches de sens et à forte valeur ajoutée.

Cette initiative a été consolidée par une rencontre réunissant plus de 70 responsables de ressources humaines du secteur privé et institutions partenaires, afin de mieux coordonner les offres, les calendriers académiques et les besoins réels du marché.

« L'accès à l'emploi des jeunes reste un enjeu et un défi autant pour l'industrie que pour tous les autres secteurs. L'industrie a une volonté de participer activement à leur professionnalisation. Pour ce faire, le dialogue entre universités et DRH devrait s'intensifier pour que les stages deviennent de véritables tremplins vers l'emploi, et pas seulement des formalités administratives. »

”

—Karine Rajaona RAZAFINDRAKOTO,
Vice-Présidente Aux Operations
Internationales de l'ACPE

► La culture de l'excellence à travers l'industrie

En mars 2025, le SIM a lancé le Rallye des Industries, un concours national interuniversitaire visant à rapprocher le monde académique du tissu industriel. Grâce à des visites d'usines, du mentorat avec des dirigeants et des défis techniques, les étudiants vivent une immersion concrète dans la réalité industrielle.



« Ce Rallye est une réponse concrète à la déconnexion entre monde académique et monde professionnel. Il nous permet de faire découvrir nos métiers, nos exigences, mais aussi notre passion. Il y a de vrais talents dans nos universités. Il faut leur donner confiance, les encadrer, et leur ouvrir les portes de l'entreprise. Ce projet est aussi un acte de patriotisme. Il vise à éveiller la conscience collective, notamment chez les jeunes, sur la richesse de notre terre et sur le potentiel que recèle notre industrie. »

”

— Vola Narindra RAVAOAVY,
Directrice Exécutive du SIM

Le Rallye constitue aussi une plateforme d'engagement pour les membres du SIM, leur permettant de transmettre les valeurs du secteur productif et de repérer des profils prometteurs.

► Défendre les producteurs locaux : mission principale du SIM

La lutte contre la concurrence déloyale, notamment dans le secteur textile, reste un combat prioritaire. Le SIM alerte sur les importations massives de produits sous-évalués, non conformes et parfois hors cadre réglementaire.



« Nous avons investi dans des machines, dans la formation, dans la conformité. Pendant ce temps, des produits arrivent sur le marché à des prix qui défient toute logique, parce qu'ils échappent à certains contrôles ou bénéficient de conditions d'importation qui mériteraient d'être réévaluées. Ce n'est pas seulement une concurrence déloyale, c'est une remise en question de tout l'effort de structuration industrielle du pays. Si on ne protège pas les producteurs locaux aujourd'hui, on les perdra demain. »

”

—Jean Baptiste MALSCH,
Directeur Général de SOMACOU



«La filière lait malagasy, pilier de l'économie rurale et de la souveraineté alimentaire, mérite une attention renforcée. Malgré les alertes de l'ANMCC, la concurrence déloyale persiste : des produits importés à bas prix continuent d'inonder le marché, fragilisant les efforts des producteurs locaux. Entre 2023 et 2024, le volume de lait concentré sucré d'origine locale a chuté de plus de 60 %, impactant directement les revenus de près de 4000 éleveurs engagés dans l'élevage laitier. Cette dynamique préoccupante appelle à une régulation claire et à un engagement politique fort pour protéger et relancer une filière stratégique, créatrice de valeur et d'emplois durables. »



—Frederic ANDRIAMAHARO ;
Secrétaire Général du GROUPE BASAN

Le SIM plaide pour une politique commerciale équitable, une meilleure traçabilité des importations et la promotion du label “Malagasy ny Antsika” dans la commande publique.

► Un dialogue renforcé avec les partenaires techniques et financiers

Autre moment fort de ce début d'année : la réunion entre le secteur privé et la Banque mondiale s'est tenue le 18 mars, dans l'objectif d'aligner les projets de développement avec les besoins concrets du secteur industriel. La question énergétique y a occupé une place centrale.



«L'industrie locale peut jouer un rôle moteur dans la transition énergétique. Au sein du SIM, nous sommes prêts à investir dans l'autoproduction d'électricité via le solaire, la biomasse ou d'autres sources renouvelables. Toutefois, ces projets nécessitent un accompagnement technique, des financements adaptés et un cadre incitatif. Nous recommandons la mise en place de mécanismes de financement accessibles, de subventions ciblées, ainsi qu'une réduction d'impôt pour les industries qui s'engagent concrètement dans la transition énergétique. Cela permettrait de sécuriser la compétitivité industrielle tout en contribuant à la résilience énergétique nationale»



—Rivo ANDRIAMANALINA,
Directeur Général de l'ArBiochem Group

Le SIM souhaite institutionnaliser ce type d'échange afin de maximiser l'impact des financements internationaux et de les adapter aux réalités du terrain.



À travers ces actions, le SIM démontre qu'il ne se limite pas à une posture défensive. Il construit une vision cohérente et offensive, intégrant les dimensions fiscales, sociales, territoriales, logistiques et commerciales. En dialoguant avec ses membres, les autorités et les partenaires, le syndicat joue pleinement son rôle de catalyseur d'une industrie moderne, inclusive et ambitieuse.

Protéger et valoriser nos industries, c'est affirmer leur rôle dans la création d'emplois durables, dans la transformation des richesses nationales, dans l'innovation locale et dans la résilience de notre économie. C'est, surtout, croire que l'industrie malgache a un avenir à construire — à condition qu'elle soit comprise, écoutée, et soutenue.



VIE DU SIM

STAR : Un modèle agro-industriel intégré au service d'une industrie malgache forte et durable

Depuis plus de 70 ans, STAR s'impose comme un acteur clé de l'industrie malgache. Bien au-delà de ses marques iconiques comme THB, Caprice ou Eau Vive, STAR incarne un modèle agro-industriel ancré dans le territoire et porteur d'un développement économique durable pour Madagascar.

Une chaîne de valeur maîtrisée, du champ à la bière

Au cœur de son modèle, STAR développe une chaîne de valeur agro-industrielle intégrée, connectant les producteurs agricoles, les sites industriels, les réseaux logistiques et les consommateurs. À travers sa filiale MALTO, la STAR contribue à développer des filières stratégiques locales comme l'orge, en partenariat avec plus de 18 000 agriculteurs.

En favorisant la transformation locale des ressources, STAR contribue à réduire la dépendance aux importations, à renforcer l'autonomie industrielle du pays, et à soutenir une agriculture durable. Des garanties de débouchés, un encadrement technique et des investissements dans la professionnalisation des producteurs assurent ainsi un impact direct sur la structuration des territoires ruraux.

Une présence industrielle au service du développement local

Pour répondre à la demande nationale, STAR s'appuie sur un outil industriel performant constitué de cinq usines réparties dans le pays. Chaque site combine excellence opérationnelle, création d'emplois locaux et valorisation des savoir-faire nationaux.

Au sein de ses usines, STAR fabrique localement une large gamme de produits : bières, alcoomix, boissons gazeuses, boissons énergisantes, eaux, qui répondent aux attentes des consommateurs tout en portant une identité résolument malgache.

Un réseau de distribution structurant pour l'économie locale

Au-delà de sa capacité industrielle, STAR déploie un important réseau logistique et commercial, constitué de 15 agences et de 25 000 points de vente, qui assure une distribution optimale sur l'ensemble du pays. Ce maillage territorial soutient l'économie de proximité en générant une activité stable pour des milliers de transporteurs, distributeurs et détaillants.

Ce réseau représente un puissant moteur d'inclusion économique et assure à chaque consommateur un accès aux produits STAR, où qu'il se trouve à Madagascar.

Un acteur citoyen, engagé pour un développement durable

STAR est aujourd'hui l'un des principaux contributeurs fiscaux du pays avec 366 milliards d'ariary versés à l'État en 2024. Fidèle à son rôle d'entreprise citoyenne, elle mène des actions concrètes en matière de responsabilité sociétale, telles que la gestion durable des déchets, la valorisation des ressources en eau grâce à des stations de traitement, ou encore l'intégration progressive des énergies renouvelables, notamment via l'installation de parcs solaires sur plusieurs sites.

Parallèlement, STAR s'appuie sur un système de management rigoureux visant l'excellence opérationnelle et l'amélioration continue, certifié selon les normes ISO 9001 (qualité), ISO 14001 (environnement), ISO 45001 (santé et sécurité au travail) et FSSC 22000 (sécurité alimentaire). Ces standards internationaux témoignent de l'engagement de l'entreprise à garantir des produits sûrs, un environnement de travail et un impact maîtrisé sur son écosystème.

Sur le plan social, STAR s'engage en faveur de l'entrepreneuriat local et de l'inclusion économique, notamment à travers le Prix Pierre Castel, qui accompagne les jeunes entrepreneurs agricoles via des financements et des formations professionnalisantes. Cet engagement s'inscrit dans une volonté plus large de soutenir les initiatives locales et de renforcer les dynamiques économiques des territoires.

À travers son modèle intégré et son ancrage local, STAR démontre qu'une industrie malgache forte, responsable et résiliente peut être un véritable moteur de développement. Choisir une boisson STAR, c'est aussi soutenir une chaîne de valeur locale, des emplois durables et le développement économique de Madagascar.

STAR en chiffres



Depuis 1953

Entreprise malgache, au cœur du quotidien des consommateurs depuis plus de 70 ans



3 600 collaborateurs

Répartis sur 5 usines et 15 agences à travers tout le pays



18 000 agriculteurs partenaires

Soutenus dans la culture locale d'orge via la filiale MALTO



25 000 points de vente

Une présence forte et de proximité sur tout le territoire.



600 millions de bouteilles produites chaque année

Des marques emblématiques comme THB, Eau Vive, Caprice...



2^e contributeur fiscal du pays

Avec 366 milliards d'ariary reversés à l'État en 2024.



Engagement qualité et environnement

Certifications ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001, FSSC 22000 - Gestion responsable des déchets, traitement des eaux usées, parcs solaires

Passez à l'énergie solaire
sans **aucun investissement !**

Offre sur-mesure

Economie immédiat

Garantie de performance et de fiabilité



GRAND HOTEL – 170 KWc



LOI – 140 KWc



GRUPE CASTEL – 1,9 MWc

**Contactez-nous pour une analyse sur-mesure
de vos besoins en énergie, sans engagement !**



+261 34 03 001 56

commercial.madagascar@nea-africa.com

Bâtiment Ariane 5A 1er étage Zone Galaxy Andraharo

PART OF

AXIAN
ENERGY

Plus de 70 % des touristes dans le monde privilégient les établissements engagés en faveur de l'environnement, en 2025, selon la Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar (FHORM). Ces établissements adoptent des pratiques responsables telles que la réduction des plastiques à usage unique, les économies d'eau et d'énergie, le recours aux circuits courts et la valorisation des savoir-faire locaux. Cette évolution traduit une tendance globale vers un tourisme plus conscient et respectueux, devenu un véritable atout pour les professionnels souhaitant se démarquer dans un contexte marqué par l'urgence climatique, souligne la FHORM.



La Douane Malagasy a été désignée par le Fonds Monétaire International (FMI) comme administration pilote en Afrique pour le déploiement de l'intelligence artificielle (IA) dans les opérations douanières. Deux experts du FMI ont présenté un rapport préliminaire le 7 mai 2025 au Directeur Général des Douanes, Zafivanona Ernest Lainkana. Ce document propose les premières recommandations pour une intégration renforcée de l'IA. Des formations techniques, dont une sur l'IA Agentique et le WebScraping, ont également été dispensées, visant notamment à automatiser le traitement des Bordereaux de Suivi de Cargaison. Avec des outils comme l'analyse automatique d'images (RESNET), le Smart Scanning et l'Enhanced Risk Assessment (ERA), la Douane Malagasy confirme sa position d'avant-garde dans l'utilisation de l'IA dans ses services.

À l'approche de la 45e édition du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), prévu en août 2025 à Madagascar, les Ministres des Affaires étrangères, Rafaravavitafika Rasata, et du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa, ont réuni au ministère des Affaires étrangères à Anosy les représentants des établissements hôteliers et restaurateurs. Les échanges ont principalement porté sur les préparatifs concernant l'hébergement et l'accueil des Hautes Autorités et de leurs délégations. L'objectif : garantir une organisation logistique parfaite pour assurer le succès de cet événement majeur. Lors de cette réunion, il a été souligné que l'implication active du secteur hôtelier et de la restauration constitue un pilier essentiel de la réussite de grand rendez-vous international.



D'après les résultats de l'Enquête de conjoncture économique (ECE) d'avril 2025, les dirigeants d'entreprises formelles estiment que leurs activités ont diminué au premier trimestre de 2025, rapporte la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM). L'Indicateur synthétique des Activités des Entreprises (IAE) a atteint -5,1 %. Lors de la précédente enquête, les entreprises avaient prévu une diminution de leur activité de 6,0 %. Selon les estimations, l'activité économique a reculé de 1,7 % au premier trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent, puis de 0,9 % au deuxième trimestre. Ces ralentissements, liés à des variations saisonnières (fêtes, conditions climatiques, etc.), devraient céder la place à un rebond progressif à partir du troisième trimestre, bien que celui-ci soit moins marqué qu'en 2024. Sur le deuxième trimestre de 2025, les entreprises formelles prévoient une accélération saisonnière de leur activité. La plus importante progression serait celle des grandes entreprises, suivie par les entreprises de tailles moyennes. Les micros et petites entreprises s'attendent également à une progression de leur activité comparée à la réalisation du premier trimestre.



L'Amphithéâtre II de l'Université Catholique de Madagascar (UCM) à Ambatoroka a accueilli la semaine dernière une conférence-débat organisée par le Conseil Supérieur de la Comptabilité (CSC), sous l'égide du Ministère de l'Économie et des Finances. Le thème de l'événement, "Principales spécificités du PCG 2005 par rapport aux normes IFRS", a rassemblé experts-comptables, enseignants-chercheurs et étudiants pour discuter des enjeux de la modernisation comptable à Madagascar. Cette initiative s'inscrit dans une démarche nationale visant à harmoniser les pratiques comptables locales avec les normes internationales, telles que les IFRS, tout en tenant compte des spécificités du Plan Comptable Général (PCG 2005) malagasy. Les échanges ont permis de souligner l'importance d'adapter ces référentiels internationaux au contexte économique et institutionnel du pays. En collaboration avec l'UCM, le CSC réaffirme son engagement pour une comptabilité plus rigoureuse et transparente, en soutien à une gouvernance économique performante et alignée sur les objectifs de développement durable.

La délégation du FMI, dirigée par Constant Lonkeng, a conclu positivement la deuxième revue des programmes FEC et FRD à Madagascar. D'après les conclusions préliminaires de la mission, Madagascar a atteint presque tous les objectifs fixés pour fin 2024, avec de bonnes performances budgétaires. Cela ouvre la voie à un financement de 108 millions de dollars, sous réserve d'approbation du Conseil d'administration du FMI. En revanche, pour consolider les avancées, la mission a recommandé des réformes macroéconomiques avec un accent sur la préparation face aux incertitudes mondiales, le maintien d'une politique de change flexible et la maîtrise de l'inflation.

Les réformes structurelles préconisées incluent le redressement urgent de la JIRAMA, le déploiement de solutions énergétiques durables, notamment solaires, et la poursuite de l'ajustement automatique des prix des carburants. En matière de gouvernance, la mission encourage l'accélération de la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption et une plus grande transparence dans la gestion du Fonds Souverain Malagasy.



FIDUCIAIRE CHAFII, SUCCESS STORY DE LA SOUS-TRAITANCE A MADAGASCAR

Depuis Antananarivo jusqu'aux cabinets français, Fiduciaire Chafii Madagascar incarne un modèle de sous-traitance comptable à la fois performant et humain. Retour sur le parcours, à travers les regards croisés de ses dirigeants.

« Nous avons voulu bâtir une équipe solide à Madagascar, en lien direct avec notre vision de la qualité et de la proximité en France. »

Nima CHAFII

Fondateur et Président
Groupe Fiduciaire Chafii



En 2016, Fiduciaire Chafii Madagascar est née de la volonté stratégique du Groupe Fiduciaire Chafii de répondre à la demande croissante de services externalisés en traitements comptable, social, juridique et informatique sans compromis sur la qualité exigée par sa clientèle. Grâce à une implantation pensée dès le départ comme un prolongement opérationnel du siège, la filiale malgache s'est rapidement inscrite comme un acteur de référence.

Les équipes sont accompagnées par des formations continues pour répondre aux exigences de rigueur et de qualité de nos prestations. L'entreprise mise sur la montée en compétences, les challenges de performances et le bien-être comme leviers de fidélisation. Les campagnes de recrutement régulières permettent d'identifier les talents et de construire, année après année, une véritable communauté de professionnelle sur le territoire malgache.

Pour ces dirigeants, "L'ambition ne se limite pas à l'optimisation des coûts. Elle repose sur la création d'emplois qualifiés et durables à Madagascar."

Le positionnement du pays dans le paysage du BPO francophone est stratégique : langue parfaitement maîtrisée, niveau technique élevé sur les prestations sollicitées, connaissance des normes comptables françaises (PCG, IFRS). Des atouts que Fiduciaire Chafii Madagascar a su transformer en valeurs différenciantes auprès de ses partenaires européens.

Pour cette entreprise, la confiance des partenaires a permis la création d'une centaine d'emplois et d'un deuxième site dans la capitale depuis 2024.

Ce que nous construisons ici dépasse la simple relation client-prestataire : c'est un partenariat durable et tourné vers l'excellence"

Fidelico RALAIARIJAONA

Fondateur et Gérant
Fiduciaire Chafii Madagascar

Au-delà de l'excellence de ses prestations marquées par la croissance de son portefeuille clients, l'entreprise a également été reconnue pour la qualité de sa politique RH dans le secteur, en recevant de le prix de "Entreprise de l'année" by Memento dès l'année 2020.

L'engagement qui tient à cœur à son gérant est d'avoir d'accompagner chacun de ses collaborateurs dans leurs besoins de réalisations autant professionnelles que personnelles et d'aligner une politique RH répondant à cette ambition.

Acteur d'impact à son échelle et fort de ses réalisations, Fiduciaire Chafii Madagascar entend encore étendre ses ambitions pour les années à venir.





FIDUCIAIRE CHAFII
MADAGASCAR



FIDUCIAIRE CHAFII EXPERTISE
Expert-comptable

EXTERNALISEZ LE TRAITEMENT DE VOS DONNÉES



FILIALE D'UN CABINET EUROPEEN



EQUIPE FORMÉE PAR DES EXPERTS INTERNATIONAUX



ENTREPRISE CENTRÉE SUR L'HUMAIN

LOT VF 120 BIS ANTSAHABE . ANTANANARIVO . MADAGASCAR

LE PARTENAIRE QUI VOUS FAIT GAGNER EN EFFICACITÉ



Le CEO Summit Océan Indien, qui s'est tenu les 5 et 6 décembre 2024 à Antananarivo, a réuni près de 600 dirigeants d'entreprises, leaders économiques et experts venus de 11 pays, marquant un tournant majeur pour la région. Présentées durant le 5ème Sommet de la Commission de l'Océan Indien le 24 avril dernier, les cinq résolutions issues de ces travaux tracent une feuille de route ambitieuse pour faire de l'Océan Indien un espace de coopération, d'innovation et d'impact partagé.

Une première édition qui porte haut les ambitions régionales

Co-portée par l'agence BECOM et le Syndicat des Industries de Madagascar, l'édition inaugurale du CEO Summit a été saluée par le Président de la République de Madagascar, Andry Rajoelina, comme un creuset d'idées novatrices et de partenariats prometteurs. Les échanges, rythmés par 22 sessions clés et la participation de plus de 90 intervenants, ont permis de fédérer les volontés autour d'une vision commune : transformer les fragilités de la région en opportunités et valoriser la richesse de ses identités, de Madagascar à Maurice, en passant par La Réunion, les Comores et les Seychelles.

Présentées par Tiana Rasamimanana, Président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), les cinq résolutions phares du CEO Summit reflètent une ambition commune : faire de l'Océan Indien un espace économique cohérent, interconnecté et durable,

Résolution 1

- Favoriser une attractivité renforcée

La première résolution vise à créer une marque touristique «Océan Indien» positionnant la région comme une destination d'exception et durable. Cette initiative s'appuie sur le renouvellement du concept des Îles Vanille et ambitionne de faire rayonner la marque régionale vers des marchés extérieurs

ciblés, consolidant ainsi l'attrait touristique de l'ensemble de l'indianocéanie.

Résolution 2

- Facilitation des échanges intra-régionaux

Pour dynamiser les échanges économiques, le CEO Summit propose la mise en place de cartes de circulation affaires, l'élaboration de normes qualité communes et le rapprochement des sources d'approvisionnement via une zone de libre-échange de l'Océan Indien. Cette résolution prévoit également le renforcement de la connectivité aérienne, le lancement d'une compagnie maritime régionale, la création d'un «guide invest» régional et d'une association des Agences pour la Promotion des Investissements (API) des cinq pays de la COI.

Résolution 3 -

Ériger la sécurité alimentaire et l'alimentation durable comme grande priorité régionale en 2025

Face aux enjeux alimentaires, la troisième résolution établit un plan d'action complet : cartographie des ressources, acteurs, expertises et innovations à l'échelle de la zone; augmentation des capacités de transformation agricole et industrielle; facilitation des levées de barrières techniques à l'exportation, notamment vers les marchés européens; mutualisation et décloisonnement des travaux de recherche pour le «bien nourrir» durable; et soutien à l'entrepreneuriat incluant l'ouverture sur l'Océan Indien et Madagascar en particulier.



Résolutions du CEO Summit Océan Indien : d'une vision entrepreneuriale à une dynamique politique régionale

Résolution 4

- Devenir un catalyseur de changement pour l'émancipation des femmes dans l'Océan Indien

La quatrième résolution s'engage à incarner un leadership inclusif et transformateur pour la région. Elle prévoit de consolider l'accompagnement des femmes leaders en soutenant des projets alignés sur la durabilité, de lancer un Sommet des femmes de l'Océan Indien et de l'Afrique en 2025, et d'appuyer les initiatives de la COI en matière de soutien au rôle et à la place des femmes dans l'indianocéanie.

Résolution 5

- Pérenniser les éditions du CEO Summit pour consolider l'intégration régionale

La dernière résolution vise à institutionnaliser le CEO Summit avec un format tournant à l'échelle de la région. Elle prévoit le renforcement de la participation à la concrétisation des résolutions, la mise en place d'une commission inter-îles de suivi, la mobilisation des

différents groupements du secteur privé et des entités des pouvoirs publics. Un bilan des avancées dans la concrétisation des résolutions sera présenté lors de la prochaine édition du CEO Summit prévue en fin 2025.

Ces cinq résolutions témoignent d'une volonté commune de transformer l'Océan Indien en un espace économique intégré, inclusif et durable. Elles constituent désormais la feuille de route des acteurs publics et privés pour les prochaines années, avec un objectif clair : faire de cette région un modèle de coopération en toute synergie et de développement partagé.

Étant bien plus que de simples intentions, ces résolutions incarnent une vision déterminée et des ambitions concrètes pour bâtir une région plus forte, solidaire et résiliente. Portées par l'audace collective et la diversité des talents, elles ouvrent la voie à une transformation historique de l'océan Indien, au bénéfice des générations futures.



ECONOMIC
DEVELOPMENT
BOARD
MADAGASCAR

CHOOSE
MADAGASCAR

Agence de **P**romotion des Investissements
PORTE D'ENTRÉE PRINCIPALE DES INVESTISSEURS À MADAGASCAR

PROMOUVOIR LES INVESTISSEMENTS

IDENTIFICATION & PROMOTION

des opportunités d'investissements
privés sectoriels



Madagascar
destination d'exception
des investissements directs étrangers

AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

IDENTIFICATION & MISE EN ŒUVRE des réformes

FACILITATION du Dialogue Public-Privé National, Régional et Sectoriel

SUIVI des baromètres sur le climat des affaires

FACILITER LES INVESTISSEMENTS

Services ASSISTANCE & CONSEILS aux investisseurs



Services de mises en relation *Secteur public *Secteur privé

Guichet Unique de Facilitation des formalités d'implantation des projets d'investissements

CHOOSE
MADAGASCAR

Digitalisation :
4.3+
pour la création
d'entreprises
Orinasa

e-work
Digitalisation :
Autorisation d'emploi
des salariés étrangers
à Madagascar

Accompagnement
de BOUT EN BOUT

INTERMÉDIATION
entre public et privé



Economic Development
Board Of Madagascar



EDB
Madagascar



EDB
Madagascar



+261 20 22 670 40



Av. Gal RAMANANTSOA
Antananarivina, Antananarivo - 101
MADAGASCAR

Soutien à l'industrie locale

Les Fruits de Madagascar face aux défis structurels



Les Fruits de Madagascar (FDM) est une entreprise qui a été lancée en 2011. Située à Nosy Be, elle est spécialisée dans la collecte et la surgélation de fruits tropicaux en produits IQF (Individual Quick Frozen : morceaux individuels surgelés) ou en purée.

« La surgélation est le meilleur procédé pour garder toutes les qualités organoleptiques du fruit », explique-t-on. L'intégralité des produits est dédiée à l'exportation, notamment en France, en Belgique, en Pologne ou encore aux Pays-Bas. L'entreprise produit et exporte entre 300 et 400 tonnes de fruits surgelés par campagne. En général, la campagne commence début octobre pour se terminer début mars, une période qui coïncide avec la saison des fruits.

Parmi les fruits utilisés figurent la mangue Diego, la mangue Esy, les litchis, l'ananas, le citron vert, la goyave rose. Les Fruits de Madagascar travaille en direct avec les producteurs de la région Diana et, plus récemment, ceux de la région Sava. « Nous n'utilisons pas d'intermédiaires afin d'éviter toute fraude et préserver au mieux la qualité des fruits. Notre réseau de producteurs compte plus de 1 000 petits producteurs individuels marginalisés de la société, dont 40 % sont des femmes », ajoute-t-on. La variété « mangue Diego », et la mangue en général, représente 80 % de leur volume de production, ce qui en fait leur produit phare.

De l'autre côté, parmi leurs clients, l'entreprise compte majoritairement des industriels et des traders. Ces clients utilisent les produits comme composants dans l'industrie agroalimentaire, notamment la fabrication de glace, de boissons, de yaourts, de compotes ou de confitures.

Malgré une activité en expansion et un marché mondial prometteur, FDM, comme plusieurs entreprises, est confrontée à des défis structurels parfois handicapants.

« L'énergie, qui est chère à Madagascar, et l'infrastructure routière, qui est dans un état lamentable, augmentent nos frais d'approche, rendant nos produits difficilement

compétitifs sur le marché international. On est en moyenne 30 % plus cher que nos concurrents », se désole la direction de l'entreprise. Néanmoins, les entreprises à Madagascar peuvent toujours compter sur la qualité des produits pour attirer des clients internationaux. « Heureusement que nous avons un excellent terroir avec des fruits de qualité exceptionnelle. De plus, certains produits comme la vanille, le cacao, le poivre ou encore la crevette servent de vitrine pour les opérateurs économiques », témoigne-t-on. Pour sa part, cette entreprise évoque deux solutions pour contourner les problèmes énergétiques : « le solaire, qui est extrêmement cher, ou alors les groupes électrogènes, mais le prix du carburant ne fera qu'augmenter ».

Aujourd'hui, plusieurs entités, dont Les Fruits de Madagascar, demandent à ce que le gouvernement rembourse aux entreprises leurs crédits de TVA. Entrent également dans ces demandes l'arrêt des contrôles fiscaux sans motif valable et des abus en tout genre. Enfin, pour revenir au problème de l'énergie, FDM demande de fiabiliser la Jirama et de mettre en place une vraie politique industrielle.

« Les problèmes structurels du pays sont clairement un frein au bon développement des entreprises œuvrant à Madagascar, ce n'est un secret pour personne et il faudrait être aveugle ou de mauvaise foi pour ne pas s'en apercevoir. Mais en dépit de ces difficultés, certains opérateurs économiques arrivent tout de même à s'en sortir, ce qui montre une vraie force de caractère de la part des Malagasy... Imaginez si notre gouvernement mettait vraiment tout en œuvre pour faciliter la vie au quotidien des opérateurs économiques, on serait facilement dans le top 3 des pays africains », conclut le directeur général de l'entreprise.



ALPHA CIMENT :

La seule cimenterie malgache à l'aube d'une nouvelle ère pour l'industrie du ciment à Madagascar

Dans un contexte mondial incertain, où la dépendance aux importations fragilise la balance commerciale du pays, l'industrie du ciment malgache joue un rôle crucial à jouer pour contribuer à un essor économique durable. **Forte de ses 75 ans d'expérience**, ALPHA CIMENT occupe une place importante dans le tissu industriel à Madagascar et continue sans cesse de renforcer son savoir-faire et son expertise. Récemment renforcée par l'acquisition stratégique d'un consortium international sous l'égide de Gamma Civic et Cemindo Gemilang, l'entreprise s'inscrit résolument dans une démarche de développement industriel national.

Le marché du ciment : une croissance soutenue

Le marché du ciment à Madagascar, estimé à 1,3 million de tonnes en 2024 est approvisionné en majeure partie par des importations. L'urbanisation du pays, l'évolution démographique et le développement des infrastructures offrent une opportunité importante pour l'industrie locale. Selon les projections, la demande pourrait atteindre 2 millions de tonnes d'ici 2030, soulignant ainsi la nécessité de renforcer la production nationale.

Les enjeux d'une forte dépendance à l'importation

La forte dépendance aux importations comporte des risques importants. Madagascar reste vulnérable aux tensions géopolitiques, aux fluctuations du marché international et aux coûts logistiques élevés. De plus, la congestion portuaire limite la capacité des importations à accompagner l'évolution du marché. Ces facteurs fragilisent notamment la capacité à maîtriser les prix du ciment et compliquent la planification à long termes pour les secteurs de la construction.

Une réponse locale pour renforcer notre autonomie

Face à ces défis, il est essentiel de renforcer la capacité de production locale pour répondre à la demande croissante. Actuellement, les trois usines d'ALPHA CIMENT, situées à Ibity Antsirabe, Tamatave et Antananarivo Tanjombato, produisent du ciment vita malagasy avec une capacité de 550 000 tonnes par an, dont 150.000 tonnes produites entièrement localement et le reste nécessitant une importation partielle pour offrir les produits répondant aux besoins des consommateurs. L'important décalage entre la production locale et le volume du marché souligne l'urgence de développer une industrie du ciment nationale robuste.

Consciente de cette nécessité, ALPHA CIMENT prévoit l'investissement dans la construction d'une nouvelle usine visant à augmenter ses capacités de production.

Une industrie responsable, innovante et durable

L'engagement d'ALPHA CIMENT ne se limite pas à la production ; il s'inscrit aussi dans une démarche de développement durable.



En investissant dans des technologies modernes et respectueuses de l'environnement, l'entreprise cherche à réduire son impact écologique tout en maximisant son efficacité opérationnelle. Par ailleurs, le maintien d'un dialogue continu ainsi que la contribution au développement de la communauté locale font partie intégrante de la stratégie de l'Entreprise.

Chaque année, des dizaines de projets sociaux dans le domaine de la santé et sécurité, l'éducation, l'infrastructure, les activités génératrices de revenu et l'environnement sont réalisés au bénéfice de la communauté locale, impactant plus de 730.000 bénéficiaires directs et indirects par an.

Par cette démarche, ALPHA CIMENT contribue à la fois à l'économie locale et à la préservation de notre environnement, incarnant ainsi un modèle de réussite pour le secteur industriel malagasy.

Construire un avenir durable grâce au soutien de nos industries

L'urgence d'une politique de soutien aux industries locales n'a jamais été aussi manifeste, et ALPHA CIMENT se positionne comme un leader déterminé à impulser cette transformation essentielle.

En protégeant et en valorisant nos industries locales, nous pouvons non seulement atteindre l'autosuffisance en ciment, mais aussi bâtir un avenir économique plus stable et durable pour tous.

Ensemble, Construire pour durer.



Sommet de la COI

Les Fruits de Madagascar face aux défis structurels



Antananarivo a accueilli le 24 avril dernier le 5^e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien (COI).

C'est un événement diplomatique majeur qui a été marqué par des échanges autour d'un enjeu stratégique : la souveraineté alimentaire. Le sommet a réuni les dirigeants des États membres de la COI (Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles et France via La Réunion), sous le thème évocateur : « Sécurité et souveraineté alimentaires pour le développement du marché de l'Indianocéanie ». En effet, cette édition s'est voulue ambitieuse. Face aux défis croissants que pose la dépendance alimentaire dans la région, les chefs d'État ont placé la question de l'autosuffisance au centre de la coopération régionale. Pour Madagascar, pays hôte, ce thème revêt une importance particulière, tant pour des raisons économiques que géopolitiques.

Au cours de son allocution d'ouverture, le président Andry Rajoelina a exprimé sa volonté de faire de Madagascar un pilier de la sécurité alimentaire dans l'Océan Indien. « Madagascar dispose d'un potentiel agricole immense. Notre ambition est claire : redevenir le grenier de l'Indianocéanie », a-t-il martelé. Cet engagement se traduit par des objectifs concrets dont l'augmentation de 25 % de la production rizicole d'ici fin 2025. La modernisation des techniques agricoles font également partie des objectifs. Sans oublier la facilitation de l'accès au crédit pour les petits exploitants et le renforcement des infrastructures rurales.



À terme, l'objectif serait de diminuer la dépendance aux importations alimentaires qui fragilise l'économie nationale et affecte le pouvoir d'achat de la population.

Outre les enjeux nationaux, le sommet a été l'occasion de réfléchir collectivement à la mise en place d'un véritable marché régional agricole. En effet, la COI souhaite favoriser le commerce de produits agricoles, en valorisant les complémentarités entre les États membres. Cela implique de réduire les barrières commerciales, d'harmoniser les normes sanitaires et phytosanitaires, mais aussi de renforcer la logistique maritime.

Le Secrétaire général de la COI, Edgard Razafindravahy, a proposé plusieurs initiatives en ce sens, dont la création d'un fonds régional d'investissement agricole et d'un espace agricole COI. Ces dispositifs permettraient de financer des projets innovants, résilients au changement climatique et adaptés aux réalités insulaires. « La solidarité régionale est la clé. Nous devons unir nos forces pour assurer à nos populations une alimentation suffisante, saine et durable », a-t-il insisté.

Le sommet a également permis de rappeler l'importance du soutien des partenaires techniques et financiers. L'Union européenne, partenaire historique de la COI, a réaffirmé son engagement à travers le programme SANOI (Sécurité Alimentaire dans l'Océan Indien). Ce programme, financé à hauteur de plusieurs millions d'euros, cible la lutte contre la malnutrition, notamment chez les enfants et les femmes enceintes, tout en valorisant les chaînes de valeur agricoles locales.

SANOI accompagne également l'améliora-

tion des normes de qualité pour les produits agricoles destinés à l'exportation, un enjeu crucial pour dynamiser les économies insulaires. Les experts présents au sommet ont souligné que la sécurité alimentaire passe aussi par la création d'emplois ruraux, l'innovation technologique et l'intégration des jeunes dans les filières agricoles.

Vulnérabilités climatiques

Les pays de la région sont parmi les plus exposés aux impacts du changement climatique : cyclones, sécheresses, inondations, montée des eaux. Autant de phénomènes qui affectent la production agricole et rendent urgente la mise en place de stratégies d'adaptation. Dans ce contexte, la souveraineté alimentaire est également une réponse politique aux vulnérabilités environnementales. Les États membres de la COI ont convenu de renforcer les échanges de bonnes pratiques, les mécanismes d'alerte précoce et les stratégies de résilience, afin d'anticiper les chocs climatiques et de garantir la sécurité nutritionnelle des populations.



Une dynamique à poursuivre

À l'issue du sommet, les chefs d'État ont adopté une déclaration commune appelant à une action concertée pour la souveraineté alimentaire, assortie d'un plan de mise en œuvre à horizon 2030. Madagascar, en tant que pays hôte, s'est engagé à assurer le suivi de ces engagements, notamment à travers l'organisation de réunions sectorielles annuelles et le partage régulier de données sur les progrès réalisés.



Cette rencontre à Antananarivo marque ainsi un tournant stratégique pour la COI. Elle témoigne d'une prise de conscience régionale face à l'urgence alimentaire et d'une volonté politique de bâtir une autonomie durable. Si les défis restent nombreux de la coordination régionale aux enjeux de financement la dynamique enclenchée ouvre des perspectives nouvelles pour les populations de l'Indianocéanie.

La question sur la libre circulation des produits et surtout des personnes ont été soulevées à plusieurs reprises durant ce sommet. En effet, un ressortissant malgache qui doit se rendre à l'île de la Réunion doit demander un visa alors que cela n'est pas nécessaire pour voyager dans les îles voisines comme l'île Maurice ou Les Seychelles.



Rallye des Industries 2025

Une passerelle ambitieuse entre universités et secteur industriel



Le 20 mai 2025 a marqué le lancement officiel des binômes de parainage du Rallye des Industries, une compétition nationale inédite qui associe dix grandes entreprises industrielles membres du SIM à dix établissements d'enseignement supérieur habilités par l'État.

Ce lancement a vu la présence de quatre ministres parrains dont le Pr. CHAMINAH Loulla, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, David Ralambofiringa, Ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Max Fontaine, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Marson Moustapha Abdulah, Ministre de la Jeunesse et des Sports.

Cerise sur le gâteau : pour lancer cette édition 2025, Julien Lepers, figure bien connue du paysage audiovisuel francophone, a fait une apparition surprise... et pourrait bien rejoindre l'aventure !

Il s'agit d'une aventure immersive de deux mois conçue pour rapprocher l'univers académique du monde industriel. Chaque binôme "industrie-université" suivra un parcours à la fois formateur, compétitif et ludique, comprenant des immersions en entreprise, des séances de coaching personnalisé, des épreuves pratiques et des quiz sur le secteur industriel. Par ailleurs, une télé-réalité hebdomadaire sera diffusée à l'échelle nationale.

Les étudiants sélectionnés incarneront le rôle d'ambassadeurs de l'industrie malgache et découvriront les réalités, les défis et les opportunités de ce secteur stratégique.

Un partenariat public-privé exemplaire

Le Rallye est soutenu par une coalition dynamique entre les ministères concernés et les entreprises membres du SIM. Ce modèle de coopération public-privé traduit une volonté partagée de faire de la jeunesse le moteur du développement industriel et durable à Madagascar.



En outre, un comité scientifique indépendant, présidé par Eric Beantana, est chargé d'assurer la transparence du concours, le professionnalisme des épreuves, ainsi que le respect des valeurs pédagogiques. Ces principes sont au cœur de la vision du SIM, qui aspire à transmettre ces fondements aux leaders industriels de demain.

Bien plus qu'un concours, le Rallye des Industries veut surtout être une expérience professionnelle et citoyenne, pensée pour révéler les talents de demain et renforcer les synergies entre l'éducation, l'industrie et les institutions.





Les binômes "Université Industrie"

- Groupe ArBiochem – Altitude Business School
- Alpha Ciment – ESCM
- Groupe BASAN – ESSA Ankatso
- ENDUMA – IST
- INVISIO Group – ISCAM
- NEA – ESPA
- Savonnerie Tropicale – ESTI
- STAR Madagascar – INSCAE
- Groupe SIPROMAD – ACEEM
- TAF – EGS Ankatso

Tout Madagascar en Conserve

Depuis 76 ans, à partir des bons produits agricoles du terroir traditionnel malagasy, la Société CODAL prépare, transforme, conditionne les meilleures saveurs de la Grande Ile.

Préparés à Madagascar, par des Malagasy, toute notre production est conforme aux normes internationales, et se soucie aussi de préserver le naturel, toute la saveur originale des bons produits du terroir malagasy, sans adjonction de colorants, ni de conservateurs.

Produits CODAL : la richesse des traditions culinaires malagasy, la chaleur parfumée de la Grande Ile sur votre table ...



Une nouvelle banque pour accompagner les ambitions de Madagascar

La BRED Madagasikara Banque Populaire s'installe durablement dans le paysage bancaire malgache. Avec plus de 70 agences et 1 000 collaborateurs, elle entend consolider sa position d'acteur clé du développement économique du pays. À travers sa campagne « Le bleu vous va si bien », la banque dévoile un positionnement fondé sur la proximité et l'accompagnement qui vise à allier ancrage local et standards internationaux. Un nouveau chapitre s'ouvre autour d'un mot d'ordre : Là où vos ambitions rayonnent.

Depuis décembre 2024, le paysage bancaire malgache compte un nouvel acteur de référence : la BRED Madagasikara Banque Populaire. Issue de l'acquisition de Société Générale Madagasikara par le groupe BRED, la banque conserve une implantation historique tout en engageant une nouvelle dynamique de marque. Elle s'appuie sur un socle solide : un réseau de 70 agences qui permet de couvrir l'ensemble du territoire, plus de 300 000 clients et près de 1 000 collaborateurs.

Pour marquer cette étape, la banque a lancé une campagne de communication intitulée

« Le bleu vous va si bien ». Visible dans tout le pays à travers un dispositif d'affichage à Antananarivo et en province, cette campagne est également appuyée en audiovisuel avec un spot TV et radio diffusés sur plusieurs antennes. Plus qu'un clin d'œil à la couleur emblématique du groupe, ce message porte une conviction : le modèle, l'engagement et l'accompagnement de la banque sont en phase avec les attentes des Malgaches.

« Le bleu, c'est notre signature, mais aussi un symbole de stabilité et de confiance », explique Thierry Charras-Gillot, directeur général.

« Cette campagne donne le ton d'une banque qui regarde l'avenir avec ses clients et les fait rayonner. »

La signature « Là où vos ambitions rayonnent » s'inscrit dans une stratégie de marque qui cherche à conjuguer inspiration et lisibilité. Le concept de rayonnement, décliné sur les supports de communication, n'est pas anodin : en s'appuyant sur un symbole fort et reconnaissable, la banque construit une image d'acteur stable et structurant, capable d'amplifier les initiatives locales et d'accompagner les parcours de croissance.



Une banque solide, agile et ancrée à Madagascar

Trois piliers structurent le positionnement de la banque : la solidité, l'agilité et l'ancrage territorial. Appuyée par le groupe BRED Banque Populaire, elle bénéficie d'une expertise internationale, de ressources robustes et d'une stratégie adaptée aux réalités du terrain. Son modèle se veut inclusif : la banque multiplie les points de contact (Espaces Premiers, Centres d'Affaires, Maison de la PME, etc.) pour répondre à la diversité des besoins. Elle mise aussi sur la digitalisation des services pour simplifier l'expérience client, tout en conservant une forte présence humaine.

Grégory Postel, directeur général adjoint, souligne : « Nous sommes une banque à l'image de Madagascar : accueillante, dynamique, et proche de ses clients. Cela passe par des solutions simples, accessibles, mais aussi une grande capacité d'écoute. »

La banque place également l'impact local au cœur de sa stratégie. Elle soutient l'économie malgache par le financement des entreprises, l'accompagnement de l'entrepreneuriat et des actions concrètes dans les territoires. La banque souhaite notamment renforcer son accompagnement dans le secteur agricole. Cet engagement se traduit aussi par un fort enracinement : des décisions prises locale-

ment, des équipes recrutées sur place, et une compréhension fine des enjeux sociaux et économiques du pays.

En s'installant durablement, la BRED Madagasikara Banque Populaire entend répondre à une aspiration simple : incarner une banque qui ouvre des perspectives.

Dans un environnement bancaire de plus en plus concurrentiel, cette capacité à articuler réactivité opérationnelle et vision de long terme pourrait bien devenir un avantage différenciant.

Le bleu vous va si bien

Avec la BRED Madagasikara Banque Populaire, imaginez et construisez vos projets d'aujourd'hui et de demain.



Là où vos ambitions rayonnent

BRED Madagasikara Banque Populaire, Société Anonyme avec Conseil d'Administration Au Capital de 14 000 000 000 MGA, inscrite au RCS D'Antananarivo sous le N° 1998B00771, N° STAT 64191.111.1998.0.10078, NIF 2000002711 dont le siège social est sis au 14, Rue Général RABEHEVITRA, Antananarivo 101, inscrite dans liste des banques et établissements financiers sous le N° 008/ba/1998 tél : +261 20 22 206 91. Images générées par intelligence artificielle.

David RALAMBOFIRINGA

Ministre de l'Industrialisation et du Commerce



Il faut laisser le secteur privé s'exprimer



Des pistes de réflexion, mais surtout des portes ouvertes au dialogue entre le secteur privé et l'État. C'est ce que propose David Herizo Ralambofiringa, ministre de l'Industrialisation et du Commerce. Pour lui, son expérience de près de 26 ans dans le secteur privé lui a permis d'établir un pont entre les deux mondes : d'un côté, le secteur privé, et de l'autre, les pouvoirs publics. D'après ce membre du gouvernement, le développement du pays passera par l'entrepreneuriat des jeunes Malgaches.

Comprendre les besoins du secteur privé et laisser ses membres s'exprimer pour contribuer au développement, c'est l'un des sujets développés par David Ralambofiringa lors d'une entrevue accordée à **Expansion**. Il affirme que son expérience dans le secteur privé est un atout de taille pour appréhender ses besoins. «Il faut laisser le secteur privé s'exprimer. Le secteur privé doit investir, et l'État doit garantir un environnement qui permet à ces investissements de contribuer au développement. Mon expérience dans le secteur privé me permet justement d'avancer des pistes de réflexion sur la partie publique, sur le positionnement, sur l'interaction, et sur la manière dont nous devons également intervenir dans les différentes étapes des investissements du secteur privé», affirme le membre du gouvernement. Il souligne également que la compréhension des mécanismes du secteur privé est la clé pour adapter les politiques publiques aux besoins de celui-ci. Un écosystème a été mis en place pour encourager et garantir les investissements du secteur privé. Toutefois, beaucoup reste encore à faire, notamment en termes d'infrastructures.





”
**L’industrialisation
doit créer de la
valeur pour bâtir
une croissance
économique
durable**”

Le développement de la Grande Île passera par l’entrepreneuriat malgache.

La Grande Île dispose en effet de toutes les ressources nécessaires pour développer son potentiel industriel et créer localement de la valeur. L’entrepreneuriat est un des moyens tout désignés pour étoffer le tissu industriel. Dans le domaine de l’agriculture, le pays dispose de 36 millions d’hectares de terres arables. Cela offre un fort potentiel dans ce secteur. Le domaine de la pêche et des produits halieutiques présente également des débouchés vastes pour l’entrepreneuriat. Selon David Ralambofiringa, « Il faut comprendre que l’avenir est à Madagascar, que tout est encore devant nous. Tout est à faire et nous devons aujourd’hui nous mettre en route pour entreprendre, créer de la valeur localement. Donc oui, j’encourage en fait les entrepreneurs, les jeunes et les femmes, principalement, à vraiment faire mûrir leurs idées et à y croire. Il ne faut pas s’arrêter aux challenges que nous rencontrons aujourd’hui. » Des défis, comme celui de l’énergie, par exemple, constituent, selon la Banque mondiale, un frein à la productivité des entreprises et des industries. Mais le membre du gouvernement rassure : « Il ne faut pas attendre que tout soit fait avant de pouvoir entreprendre, car d’autres vont prendre la place. Donc, c’est tout de suite qu’il faut commencer à préparer les projets, à les mûrir et à les mettre en œuvre pour être prêts le jour où tous ces aspects-là seront couverts : les infrastructures, l’énergie, le transport, etc. »

Ce n’est pas un scoop, les industries peuvent être le cœur battant du développement économique. Dans cette interview exclusive, **David Ralambofiringa, ministre de l’Industrialisation et du Commerce**, partage sa vision pour l’avenir industriel de Madagascar. Face aux nombreux défis que traverse le pays, il souligne l’importance de l’industrialisation pour créer de la valeur, générer des emplois et améliorer le pouvoir d’achat. Mais cette transformation ne peut se faire sans synergies entre les acteurs publics et privés, ni sans réformes structurelles. « Nous devons industrialiser le pays progressivement pour transformer notre potentiel en réalité », affirme-t-il avec conviction.



Portrait

Quel est l'état des lieux de l'industrialisation à Madagascar actuellement ?

Madagascar a bénéficié ces dernières années de quelques investissements majeurs, qui lui ont permis de renforcer dans une certaine mesure, la contribution de l'industrie manufacturière dans le Produit Intérieur Brut. Toutefois, Elle reste relativement faible, avoisinant les 19% un niveau encore insuffisant au regard des ambitions de la Grande île. Pour une croissance économique durable, de la création d'emplois et de l'amélioration du pouvoir d'achat, il faut créer de la valeur ajoutée.

Or, dans l'état actuel des choses, l'industrialisation du pays reste limitée. Nous disposons certes de quelques industries, mais il est encore prématuré de parler d'une véritable dynamique d'industrialisation.

Les principaux secteurs d'activité industrielle de la Grande île sont l'agriculture, et le textile. Par ailleurs, les produits de rente et les industries légères constituent aujourd'hui le socle du paysage industriel malgache.

Il est important de renforcer, de soutenir et d'accompagner, les industries existantes afin de leur permettre de se développer vers de nouveaux marchés, tant au niveau local que régional. En parallèle, une politique progressive d'industrialisation doit être mise en œuvre, avec pour objectif d'augmenter le nombre d'industries légères sur le territoire.

Ce développement industriel permettra de mieux valoriser les ressources locales, de générer des emplois, de stimuler l'économie, d'améliorer les conditions de vie des citoyens, et in fine, de créer un pouvoir d'achat plus robuste. L'un des leviers majeurs du développement industriel reste, sans surprise, la question du financement

À long terme, cela contribuera à bâtir une économie nationale plus résiliente, capable de se maintenir et de prospérer.

Au-delà de cette dynamique, il est crucial d'inscrire notre stratégie dans une vision durable. L'industrialisation de Madagascar s'oriente ainsi vers une forme stratégique et inclusive, fortement ancrée dans le développement durable. Cela implique également l'intégration de la recherche, du développe-

ment et de l'innovation comme catalyseurs du progrès industriel. Cette orientation permet de répondre aux grands défis de notre temps, notamment la lutte contre les effets des changements climatiques. Une industrialisation durable peut améliorer le niveau de vie, créer de la valeur ajoutée localement, et par conséquent réduire la pression sur les ressources naturelles, comme le charbon.

C'est donc un levier puissant, non seulement pour notre économie, mais aussi pour notre transition écologique.

Comment étoffer notre tissu industriel ?

Le vrai potentiel, ce sont les ressources et leur disponibilité. Nous avons une population très jeune. En effet, plus de 65 % de notre population a moins de 25 ans. C'est une vraie force et cette population est disponible. Elle a l'énergie puisqu'elle est jeune, mais il faut la former. Ce besoin en formation nécessite la collaboration entre plusieurs ministères (enseignement supérieur, éducation nationale, enseignement technique et professionnel). Il y a un réel besoin de mettre en œuvre des programmes en entrepreneuriat dès le plus jeune âge. Cela pourrait stimuler les jeunes à investir et entreprendre pour plus tard. Il y a également la formation technique, parce qu'il faut aussi créer des filières pour les industries que nous voulons développer. Avoir des compétences dans des filières de l'industrie permet en effet de générer des milliers d'emplois. Nous avons les ressources humaines, mais il n'y a pas de cadres qui sont suffisamment formés dans ces entreprises. C'est le cas dans l'industrie du textile. On devrait privilégier également le transfert de compétences. La montée en compétences peut faire du capital humain l'un des fers de lance de l'industrialisation.

Qu'en est-il de l'accès aux financements ?

L'un des leviers majeurs du développement industriel reste évidemment le financement. Lorsqu'on parle d'entrepreneuriat, les projets ne manquent pas, mais ils se heurtent souvent à un obstacle de taille : l'accès aux ressources financières nécessaires à leur concrétisation

De l'autre côté, nous avons un bassin de chercheurs un peu partout, que ce soit à l'université, au FOFIFA ou ailleurs. Et nous avons un capital expertise énorme en ce qui concerne les gens qui ont plein d'idées mais qui n'ont pas

le potentiel pour les réaliser. Il faut connecter nos chercheurs et nos entrepreneurs. Il faut mettre tout ce capital en commun. Cela peut ensuite éveiller de nouvelles idées et des pistes sur l'accès au financement.

Aujourd'hui, les sources classiques de financement, notamment les banques primaires, restent peu accessibles à cause de taux d'intérêt élevés. La microfinance, quant à elle, est principalement orientée vers les zones rurales, avec ses propres contraintes liées à la rémunération du capital et à l'allocation des fonds. Cependant, des solutions existent. Nous sommes en train de relancer le Fonds National de Développement Industriel (FNDI). Ce fonds aura pour vocation de canaliser les ressources mises à disposition par les partenaires techniques et financier, notamment la Banque Africaine de Développement afin de soutenir les initiatives industrielles.

Mais il pourrait aussi y avoir d'autres bailleurs susceptibles de nous aider dans ce développement industriel. Et le FNDI pourrait contribuer à aider un petit peu les entrepreneurs, les petites et moyennes entreprises à mettre sur les rails leurs projets jusqu'à un niveau de viabilité suffisant, pour ensuite permettre le remboursement et les laisser avancer avec leurs projets.

Quel est donc l'écosystème mis en place pour nous permettre un décollage de notre industrialisation ?

Il y a eu plusieurs initiatives du secteur privé, mais aussi de la part des autorités. Nous avons abouti, par exemple, au pacte sur la programmation industrielle (PPI). Il y a eu la loi sur les investissements que nous avons également mise en avant, qui permet la sécurisation foncière, l'accompagnement fiscal, pour aider les industries lors des phases d'installations ou d'investissements jusqu'à leur phase de production. Aujourd'hui, nous avons mis en place la stratégie nationale de développement du secteur privé, qui vise à augmenter la contribution de l'industrie manufacturière de 19 % à plus de 30 % à l'horizon 2040. Et dans ce pacte, il y avait aussi d'autres sujets comme l'accès aux financements et la formation, mais aussi la valeur d'approvisionnement sur les marchés.



Portrait



Justement, comment cela peut-il aboutir à quelque chose de concret dans les années à venir ?

La clé réside avant tout dans une coordination efficace, mais également dans une volonté réelle, partagée et durable entre les acteurs publics et privés. Il s'agit aussi de restaurer et de renforcer la confiance entre ces deux sphères.

Dans cette optique, nous avons mis en place, conjointement avec le secteur privé, le Conseil National pour l'Industrialisation de Madagascar (CNIM). Ce conseil a pour mission principale d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Pacte pour la Politique d'Industrialisation (PPI). Mais son rôle ne s'arrête pas là : il s'agit également de créer un cadre favorable à l'investissement industriel, notamment par la mise en place de mesures d'accompagnement de l'État, d'incitations fiscales ciblées, ainsi que par le développement des infrastructures indispensables à l'essor du tissu industriel national.

Tous ces éléments constituent les prérequis essentiels de l'industrialisation. Le PPI les a bien identifiés, et il est désormais crucial de passer à la phase d'opérationnalisation, notamment à travers le fonctionnement effectif du CNIM.

Ce conseil, largement composé de représentants du secteur privé, inclut également le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), chargé de porter les sujets transversaux issus de la loi sur la programmation industrielle. Toutefois, ces problématiques ne peuvent être résolues uniquement par notre ministère. Elles nécessitent une collaboration étroite avec d'autres départements ministériels.

Nous devons travailler main dans la main avec, par exemple :

- le ministère de l'Énergie, pour l'accès à une énergie fiable et compétitive,
- le ministère de l'Agriculture et de la Pêche, pour valoriser les chaînes de valeur locales,
- ou encore le ministère des Finances, pour la mise en place d'un cadre fiscal incitatif.

En somme, notre mission est d'assurer la cohérence et la convergence des politiques publiques en lien avec l'industrialisation. C'est pourquoi le Ministère de l'industrialisation et du Commerce agit également en tant que ministère en charge du secteur privé : nous avons la responsabilité de faire le lien entre les besoins du terrain, les ambitions des entrepreneurs, et l'action publique.

À travers cette approche intégrée, l'industrialisation devient un levier global qui connecte l'inclusion sociale, la durabilité écologique, et la compétitivité économique. Cela nous positionne aussi favorablement dans les négociations multilatérales, dans la dynamique africaine portée par la ZLECAF, et dans la mobilisation de solutions innovantes au service d'un développement structurel.

Quels sont les moyens déployés, sur le papier et sur le terrain, pour produire localement tout ce dont la population a besoin ?

En fait, aujourd'hui, nous travaillons beaucoup plus sur le terrain que sur le papier. Nous avons suffisamment, à mon avis, écrit de plans de politique, etc. Dans la politique générale de l'État. Le deuxième pilier, c'est la transformation économique et l'industrialisation. Ce que nous avons mis en place aujourd'hui, c'est un écosystème qui permettra de favoriser la mise en œuvre rapide de zones d'investissement.

Nous avons identifié plusieurs places dans toute l'île, mais ce n'est pas parce que des places ont été identifiées il y a 10 ans que cela reste une opportunité.

Il faut mettre tout cela à jour aujourd'hui. Savoir réellement, par exemple, si la zone qui est située dans le nord est l'endroit le plus propice. Les zones d'investissement doivent être alignées avec les développements des infrastructures, avec les ports, avec les aéroports, avec les projets d'énergie, avec les projets de liaisons maritimes ou autres. Ce ne sont pas des choses qu'on décrète comme ça. On ne se dit pas du jour au lendemain : Tiens, nous allons mettre une zone ici. Et puis on verra bien. Il faut qu'elles soient absolument alignées avec les réalités actuelles. Les zones d'investissement peuvent être un appui, un accélérateur pour les zones industrielles, surtout pour les industries légères et les petites et moyennes industries, parce que l'État mettrait en place dans ces endroits les terrains à disposition, l'énergie, la communication, la sécurité et également un guichet unique de l'État avec toutes les formalités administratives, pour faciliter au maximum les choses. Nous allons faire des économies d'échelle également, vu les problèmes que nous avons aujourd'hui d'énergie. Si, par exemple, nous devons connecter 50 entreprises, cela s'avèrera difficile, mais si nous avons une zone où nous avons l'électricité, nous pouvons mettre 50 entreprises là-dedans, ce sera plus facile.

Après, cela peut être aussi une question de régime fiscal. Est-ce que nous allons vers les zones franches ?

Est-ce qu'on va vers des zones de droits communs ou bien vers des zones avec des régimes différents, des zones économiques spéciales, etc. Nous y travaillons, et nous sommes en train de préparer les différentes étapes pour arriver à mettre en place ces zones d'investissement. Et puis, nous avons l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), qui a été officiellement mandaté lors d'un conseil des ministres comme gestionnaire de ces zones. L'EDBM est aujourd'hui l'agence de promotion des investissements et c'est le guichet unique qui est la porte d'entrée de tous les investissements, créations d'entreprises, qu'elles soient locales ou avec un capital extérieur.



Portrait

Comment identifier ces zones d'investissement ?

Nous lançons actuellement une étude de monographie régionale visant à identifier les zones les plus favorables au développement industriel. Cette démarche s'inscrit dans la continuité de travaux réalisés il y a une dizaine d'années : nous allons les actualiser, les enrichir et les compléter afin de construire une base de données robuste, en phase avec les réalités économiques et territoriales actuelles.

L'objectif est clair : cartographier, région par région, les filières industrielles les plus porteuses, en s'appuyant sur des critères objectifs et vérifiables tels que le potentiel agroclimatique, les ressources naturelles disponibles, l'historique de production, la qualité des infrastructures et les conditions logistiques. Il ne s'agit pas de parier à l'aveugle ou de se fier à l'intuition, mais de conduire une analyse rigoureuse, fondée sur le terrain. Cela nous permettra, par exemple, d'affirmer avec précision : « Dans cette région, il est possible de produire durablement telle quantité de matière première chaque année. »

Parmi les secteurs identifiés comme prioritaires figure en bonne place l'agroalimentaire, un gisement d'opportunités majeures, tant pour la transformation locale que pour l'exportation. Le président de la République a d'ailleurs mis en avant plusieurs filières stratégiques, notamment le ciment, le sucre, la farine et l'huile. Bien que ces industries soient encore sous-exploitées, elles disposent d'un fort potentiel de développement. Ce sont des secteurs exigeants en capitaux, mais capables de transformer en profondeur le paysage économique national, en créant des emplois durables et en réduisant la dépendance aux importations.

En résumé, cette étude vise à offrir aux investisseurs — publics comme privés — une cartographie claire, actualisée et opérationnelle des opportunités industrielles régionales, afin de faciliter les prises de décision et d'orienter les ressources vers les zones à fort potentiel de croissance et d'impact économique.

La situation actuelle est particulièrement délicate pour nos industries locales, notamment avec les tarifs imposés par l'administration Trump.

Face à ce contexte, la question centrale est la suivante : comment accompagner nos entreprises pour qu'elles puissent continuer à se développer malgré ces obstacles ?

Aujourd'hui, plus que jamais, la clé réside dans la diversification. Comme souvent à Madagascar, c'est dans les moments de crise que l'on réalise qu'il aurait fallu anticiper. Mais cette crise peut aussi être l'occasion de repenser notre modèle

Les opportunités sont vastes, et il ne revient pas uniquement à l'État de tracer la voie. Les États-Unis ont annoncé une taxe de 47 % sur les produits en provenance de Madagascar, avec un sursis de 90 jours. Ces trois mois passent très vite — c'est comme si c'était demain. Une fois ces droits de douane appliqués, nos produits perdront en compétitivité face à ceux de pays concurrents qui ne sont taxés qu'à 10, 15 ou 20 %. Ce différentiel est significatif et risque de freiner sérieusement nos exportations vers le marché américain.

Il est donc indispensable de réévaluer en profondeur nos chaînes de valeur : comprendre nos coûts de transformation, identifier les leviers de compétitivité, et surtout, envisager des solutions réalistes. Même si une négociation devait avoir lieu, il est peu probable que les droits soient annulés totalement. Il faut donc préparer l'après.

La diversification ne concerne pas seulement la production, mais aussi les marchés. Peut-on exporter ailleurs ce que nous exportons vers les États-Unis ? L'Europe, l'Asie, l'Afrique, les pays du Golfe... Madagascar doit activer tous les leviers de sa diplomatie économique et saisir toutes les opportunités.

Infrastructures et approvisionnement : des chantiers urgents

Améliorer notre compétitivité passe aussi par une meilleure infrastructure : énergie, transport, logistique, autant de domaines où chaque progrès entraîne une baisse des coûts marginaux. Il faut également penser à la diversification de l'approvisionnement en matières premières, pour renforcer la résilience de notre tissu industriel.

Il y a deux temporalités dans cette crise :

- L'urgence, car des milliers d'emplois sont directement menacés si les nou-

velles taxes entrent en vigueur dès juillet.

- Le moyen et long terme, car il est impératif de tirer les leçons de cette situation pour bâtir une économie plus robuste, plus agile et moins dépendante d'un seul marché.

Enfin, rappelons que Madagascar reste ouvert à tous les partenaires. Nous n'avons de préférence pour aucun bloc en particulier. Ce qui compte, c'est l'intérêt national, le développement de nos industries, la préservation des emplois et la souveraineté de notre modèle économique.

Quels sont les débouchés les plus probables pour les produits malgaches ?

Les opportunités sont vastes, et il ne revient pas uniquement à l'État de tracer la voie. Chaque entrepreneur, capitaine d'industrie ou investisseur, connaît son secteur, ses marchés, et les leviers à actionner. Le rôle de l'État est de créer un cadre favorable, d'accompagner, d'écouter, mais non d'imposer une direction unique

Cela dit, il est clair qu'il faut aujourd'hui rebattre les cartes, y compris sur le marché intérieur. Nous continuons d'exporter certains produits, tout en important massivement d'autres que nous pourrions parfaitement fabriquer localement, notamment dans le textile. Il est peut-être temps de relocaliser une partie de la production pour répondre à la demande locale et ainsi réduire notre dépendance aux importations.

Ce n'est pas la seule piste, bien sûr, mais c'est ce type de réflexion collective et pragmatique qui permettra de trouver rapidement des solutions viables et durables.

L'intégration régionale et les autres marchés comme la ZLECAF peuvent-ils constituer des alternatives ?

L'intégration régionale constitue une réelle opportunité. Madagascar bénéficie déjà d'accords avec la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe) et le COMESA, lui ouvrant théoriquement les portes de 54 marchés africains dans le cadre de la ZLECAF (Zone de libre-échange continentale africaine).



Portrait

D'ailleurs, récemment le PNUD a appuyé le MIC dans l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre de la ZLECAF qui permettra à Madagascar de voir comment en tirer profit. Mais cette ouverture n'est pertinente que si nous sommes prêts. Cela implique une préparation rigoureuse, notamment en matière de qualité des produits. La mise en place d'une stratégie nationale de normalisation est aujourd'hui indispensable. Elle permettra d'assurer que nos produits respectent les standards internationaux exigés sur ces nouveaux marchés.

Le Bureau des Normes de Madagascar, rattaché au ministère de l'Industrialisation et du Commerce, aura un rôle central. Créer des normes est une chose, mais les faire appliquer exige des moyens, de la formation et un contrôle rigoureux. L'État doit donc s'assurer que l'ensemble des industries, petites ou grandes, s'inscrivent dans cette dynamique, tant pour le marché local que pour l'exportation.

Vers une culture de la qualité et de la consommation locale

Des initiatives importantes ont été prises, comme la création d'un label «Made in Madagascar», qui vise à valoriser la production locale. Mais la sensibilisation des consommateurs est tout aussi essentielle : chacun peut contribuer, à son échelle, au développement économique du pays en choisissant les produits locaux.

Par ailleurs, l'idée de créer un label régional pour l'océan Indien pourrait renforcer la visibilité de nos produits, en les positionnant comme compétitifs, authentiques et de qualité, aussi bien sur les marchés régionaux qu'internationaux.

Dans cette optique, la ZLECAF représente un levier très fort. Il existe de nombreux mécanismes intégrés dans cet accord continental. Encore faut-il que nous nous les appropriions, que nous les comprenions en

profondeur, que nous en ayons la conviction, et que nous les utilisions à bon escient. Ce n'est pas uniquement un marché élargi : c'est une véritable opportunité de transformer nos chaînes de valeur et de les rendre plus durables, de Madagascar vers le reste du monde.

En bref, les débouchés existent. Ils nécessitent de la coordination, de la préparation et un engagement fort — de l'État, des entreprises et des citoyens. C'est ensemble que nous pourrions transformer cette contrainte commerciale en une opportunité de transformation structurelle.



Contactez-nous !

Edia RANDRIANASOLO
Chargée des Financements Innovants
☎ +261 38 28 966 35 / +261 20 98 605 13
✉ erandrianasolo@fapbm.org / mail@fapbm.org
🌐 www.fapbm.org
📱 [f](#) [i](#) [t](#) [v](#) [x](#) [fapbm](#)



Préservez une source de vie : Nos Aires Protégées !

Cap Sainte-Marie © MNP

• **Investissez dans nos Aires Protégées à travers nos mécanismes de financement :**
Le secteur privé peut désormais devenir un acteur clé dans la préservation de la biodiversité

• **Fonds des Entreprises pour la Biodiversité :**
Un engagement pour un projet d'impact durable

• **Programme de Conservation Compensatoire :**
Une opportunité pour compenser vos impacts sur la nature

Quand les industries passent au vert



Face aux défis liés à l'énergie et aux infrastructures énergétiques, certaines entreprises commencent à diversifier leur approvisionnement en électricité. Pour de nombreuses industries, la transition énergétique est désormais incontournable, tant pour optimiser les coûts de production que pour sécuriser les opérations. Actuellement, l'énergie solaire se positionne comme une solution clé pour faire face aux coupures d'électricité récurrentes.

Les interruptions de service sur le réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA) se sont intensifiées ces derniers mois, impactant la productivité des industries locales. Les défaillances techniques, couplées aux effets du changement climatique, entraînent une baisse du niveau d'eau dans le barrage d'Andekaleka, principale source hydroélectrique du pays. L'approvisionnement en électricité peine à suivre. Face à cette situation, certaines entreprises voient leur production diminuer, les commandes stagnent, et certaines envisagent sérieusement de suspendre leurs activités. En revanche, de plus grandes sociétés se tournent vers les énergies renouvelables, notamment le solaire.

C'est le cas du groupe Arbiochem, qui se spécialise dans la commercialisation de produits pour la santé et l'alimentation animale, ainsi que dans l'importation et la distribution de semences maraîchères. Rivo Andriamanalina, PDG du groupe, indique qu'Arbiochem a considérablement accéléré sa transition énergétique, surtout depuis le début de l'année 2025.

«À ce jour, six de nos sites atteignent une autonomie énergétique de 90 % à 100 %, grâce à un mix énergétique combinant l'énergie solaire, des groupes électrogènes et, pour certains sites, un complément partiel avec le réseau Jirama. Ces premières installations ont été réalisées avec l'aide de prestataires spécialisés», explique-t-il. Pour maîtriser les coûts, le groupe a initié l'importation directe de solutions solaires adaptées à ses besoins industriels et commerciaux. Parallèlement, des équipes sont formées pour intervenir sur ces infrastructures. «Notre objectif est de maintenir un rythme de quatre à cinq nouvelles installations par an afin d'atteindre une couverture solaire totale de tous nos sites dans les trois prochaines années», affirme Rivo Andriamanalina.

Ces mesures visent à faire face aux coupures

d'électricité, devenues monnaie courante et qui se sont intensifiées depuis un an. «Nous sommes conscients que Jirama hérite d'une situation énergétique complexe, et nous saluons la transparence de ses équipes face aux difficultés rencontrées. Cette attitude nous permet de prendre des décisions stratégiques éclairées pour assurer la continuité de nos activités. Bien que plusieurs projets de renforcement des infrastructures énergétiques (solaire, hydroélectrique) soient engagés par l'État avec le soutien de bailleurs, le rattrapage du retard accumulé en matière de transport et de distribution prendra probablement encore une dizaine d'années. Nous ne pouvons pas attendre», regrette-t-il, tout en restant optimiste sur certains points.

«Pour les industries légères, de nombreuses solutions de financement énergétique deviennent accessibles, notamment via des prestataires spécialisés. Le prix des panneaux solaires est aujourd'hui très abordable, et la baisse continue du coût des batteries devrait faciliter l'accès aux systèmes de stockage d'énergie dans les prochaines années, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives d'autonomie énergétique», ajoute-t-il. Pour les industries lourdes, la situation demeure plus complexe. Les solutions alternatives en solaire à grande

échelle et en éolien restent coûteuses et difficiles à rentabiliser à court terme. «Le véritable tournant viendra avec la mise en service des grands projets hydroélectriques actuellement en développement, bien qu'il faille encore plusieurs années pour en ressentir pleinement les effets», conclut-il.





La chocolaterie Robert, un emblème de résilience industrielle.

Un emblème de l'industrie Malagasy, qui plus est reconnu à l'international. La chocolaterie Robert fait partie de ces sociétés qui ont formé la première couche du tissu industriel malgache. La maison a été fondée en 1940, et depuis, comme toute industrie, elle a traversé les péripéties socio-économiques du pays. Fredy Rajaonera Andriambelo directeur général adjoint de la Chocolaterie Robert nous éclaire sur l'histoire de cette chocolaterie emblématique de la Grande île, son adaptation au fil des années et les perspectives d'avenir pour ce fleuron de l'industrie.

1- Depuis sa création en 1940, la chocolaterie Robert a certainement fait face à plusieurs mutations, comment les avez-vous surmontés ?

La chocolaterie Robert a été créée en 1940. Elle était d'abord établie à Brickaville. Tout le monde le sait. Entre les années 1950 et 60, elle a établi ses usines à Antananarivo, compte tenu du climat, je suppose. La société appartenait à des familles françaises comme ce fut le cas avec les entreprises à cette période de l'histoire. La famille Ramanandraibe l'a racheté en 1977. À cette période, nous avons repris une usine qui était en ce temps-là « moderne » parce qu'elle faisait du chocolat. Et au fur et à mesure des années, nous nous sommes spécialisés vraiment dans la pâte du chocolat, ce qui est très important.

Depuis son installation à Antananarivo, la chocolaterie est combinée à la fabrication de bonbon de sucre, qui représentait 50% de l'activité. Mais de plus en plus, la famille **RAMANANDRAIBE** voudrait se spécialiser dans le chocolat et la valorisation du cacao malagasy. La confiserie de sucre est abandonnée et remplacée par les bonbons de chocolat, s'y rajoute les pâtisseries à base de chocolat. De ce fait, depuis l'an 2000, l'usine s'est spécialisée dans la transformation du cacao et dans la fabrication de divers produits dérivés du cacao.

Côté usine et équipements, si au départ, la plupart des tâches est effectuée manuellement, ces dernières décennies, la Chocolaterie Robert s'est équipée en nouvelles machines afin d'augmenter la capacité de production, de moderniser le process par l'automatisation, d'améliorer la qualité des produits, et surtout, afin de répondre aux exigences sanitaires internationales. La dernière acquisition est par exemple l'installation du débactérisateur.

Avant 2004, toute la production de la Chocolaterie Robert est dédiée au marché local. En 2006, les tablettes de chocolat fabriquées par l'usine sont les premiers chocolats All Made in Africa, qui a percé le marché européen. C'est le début de la conquête du marché international, un défi de taille que la Chocolaterie Robert a challengé, car il s'agit de se mesurer aux chocolatiers industriels de renom en Europe. Mais les efforts ont payé, le prix de Golden Bean (meilleur chocolat au monde) était attribué par 2 fois à la Chocolaterie Robert en 2017 et en 2020. Aujourd'hui, la Chocolaterie

Robert exporte ses produits vers les marchés de niche, un peu partout dans le monde. Et la Chocolaterie Robert a établi récemment sa propre boutique à Paris dans le 15ème, en sus de l'atelier de chocolat dans le 12ème.

Nous avons tissé aussi à l'extérieur des réseaux, notamment par la participation active dans les salons.

Dans notre évolution, nous avons pu acquérir des plantations dans le nord de l'île, à Ambanja, plus précisément où nous avons une autre société du nom de MAVA, qui dispose de plus de 1700 hectares dont 700 hectares de champs de cacaoyer. Donc, notre chaîne d'approvisionnement est à Ambanja. Toutefois, notre production sur MAVA n'est pas suffisante. Donc nous travaillons encore avec les producteurs, pour assurer notre approvisionnement. Et cela dans différentes régions productrices comme Brickaville, Mananjary et SAVA.

2- Avec la crise que traverse la filière cacao, comment garantisiez-vous la pérennité de vos chaînes d'approvisionnements ?

Effectivement, comme toutes les sociétés, Nous avons passé par plusieurs crises. Il y a la crise de 1972, par exemple. Mais, une des crises qui a été très dure, il faut le dire, ça a été la crise du Covid que nous avons pu surmonter. Naturellement, le produit chocolat n'est pas un produit de première nécessité. C'est un luxe.

La deuxième semestre 2023 était marquée par le bouleversement mondial du cours du cacao, dont le prix a augmenté plus de 400%. Aucune matière première n'a connu une telle hausse. Et comme toute chocolaterie, nous aussi avons été fortement secoués par ce « séisme ». 2024 était un temps d'adaptation pour faire face à ce nouveau contexte du cacao, qui est structurel. La stratégie et la politique de l'entreprise ont été révisée en conséquence. Le plus important aussi, c'est la gestion. Cet aspect de gestion en bon père de famille. Dire que c'est une grande société, non. Mais nous la gérons en bon père de famille, c'est-à-dire avec beaucoup d'attention sur les dépenses et sur les recettes.

Toutefois, nous ne pouvons pas dire que nous avons la solution, la situation avec le cacao reste encore instable jusqu'à maintenant. Dans tous les cas, nous avons consolidé notre

collaboration avec nos fournisseurs habituels, que ce soit des producteurs ou des collecteurs, et avec qui nous avons tissé un lien de confiance depuis des décennies. De même, nous avons diversifié le sourcing, en promouvant les producteurs des autres régions de Madagascar comme Brickaville, Toamasina, Mananjary et la SAVA.

Nous estimons que la pérennité de l'approvisionnement ne peut se baser que sur la relation de confiance entre nous et nos fournisseurs, et toujours dans l'esprit du gagnant-gagnant. Il faut aider les producteurs à ce que la culture du cacao présente un intérêt pour eux, soit via des formations sur les bonnes pratiques de traitement post récolte, soit en les équipant afin qu'ils puissent améliorer le rendement et la qualité de leurs productions.

Et nous continuons toujours à donner une impulsion sur les marchés internationaux par notre présence, notamment au prochain salon du chocolat à Paris au mois d'octobre 2025, et à la création aussi de boutiques à l'extérieur.

Donc ce sont un peu de grandes perspectives. Nous croyons que le marché du chocolat se développera encore au fil des années. Nous croyons aussi au marché national, mais nous visons surtout le marché international. Il y a chez nous cet engouement de faire bien les choses et vraiment, nous gardons notre chocolat pur originaire de Madagascar. Et notre cacao est prisé.

Parallèlement, il faut les sensibiliser de plus en plus par rapport aux impacts du changement climatique, afin qu'ils se préparent au mieux à y faire face et à prendre les mesures nécessaires, à changer les habitudes, à s'adhérer à une cacaoculture durable. Sachant par exemple, qu'à partir de janvier 2026, le filtre européen par rapport au cacao issu de la non-déforestation entrera en vigueur.

L'intégration verticale faite en 2015 nous permettra plus ou moins d'assurer aussi la pérennité du sourcing en cacao.

3- La labellisation du cacao fin en 2023 a-t-elle été une opportunité pour la chocolaterie Robert pour faire briller ses produits à l'international ?

Oui, c'est vraiment une opportunité. Le cacao malgache est classé comme cacao fin depuis 2009. C'est pour cette raison que le cacao malagasy est mondialement réputé. La Chocolaterie Robert a valorisé ce cacao fin depuis 85 ans. C'est grâce à cette démarche particulière, nous avons gagné plusieurs prix. Nous avons d'ailleurs reçu la fève d'or en 2017 et en 2020, puis en 2023. Aucune usine, pour le moment, en Afrique, n'a encore reçu ce prix. C'est vrai qu'on ne nous entend pas souvent parler de cela, mais c'est un bagage de taille pour notre groupe.

Mais que le cacao malagasy soit labelisé ne veut pas forcément dire que tout chocolat fabriqué avec ce cacao soit de bonne qualité. C'est grâce au savoir-faire que cette qualité exceptionnelle du cacao fin malagasy sera mise en valeur à travers le chocolat. Et cela, depuis la préparation des fèves de cacao jusqu'au produit fini.

À l'usine, à chaque lot livré, un contrôle qualité exigeant est réalisé avant toute transformation. Ensuite, le cacao suit un processus complexe, étudié avec minutie, accompagné d'un suivi rigoureux à chaque étape. Cela pour garantir l'excellence de nos produits.

4- En parlant de reconnaissance et de trophées internationaux, qu'est-ce que cela signifie pour une société comme la vôtre, et surtout par rapport au paysage industriel à Madagascar ?

D'une part, c'est quand même porter le Vita Malagasy sur un piédestal. C'est la première chose que je vois. C'est la signification que nous, à Madagascar, on peut aussi faire de bonnes choses. Car depuis la plantation aux produits finis, il s'agit d'un savoir-faire 100% malagasy. Nous rivalisons avec les chocolatiers renommés dans le monde. Cela permet d'affirmer que nous avons aussi les possibilités de réaliser de belles choses et c'est de cela que nous devons être fiers. Car au-delà d'avoir un trophée, cela signifie que nous sommes aussi reconnus à l'international, et c'est très important.

D'un autre côté, il s'agit aussi d'une reconnaissance de nos standards de qualité et cela nous pousse aussi à nous améliorer continuellement. Nous faisons d'ailleurs très attention à la qualité sanitaire de nos produits. Un point d'honneur qui fait que nous sommes très à cheval sur les normes sanitaires, leitmotiv des industries chocolatières européennes aussi. Cela nous permet de nous tourner vers les marchés extérieurs. Et puis, naturellement, il y a aussi le respect de la législation.

5- Quelles sont les perspectives d'évolution de votre groupe, par rapport à la concurrence internationale et au paysage industriel malgache ?

Pour nous, ce sera la modernisation dans les produits, dans la commercialisation et vraiment dans les marchés. Au niveau des produits, nous avons, dans notre équipe technique, de jeunes talents qui ont été formés à Madagascar, qui sont sortis de l'école d'ingénieurs d'agronomie d'Ankatso. Et nous avons aussi des commerciaux qui ont des potentialités de dynamisme qui vont donc booster vraiment tous les produits. Les innovations prennent toujours racine dans la valorisation des matières locales, ne pas imiter les autres tout en étant à l'affût tendances, mais en version malgache.

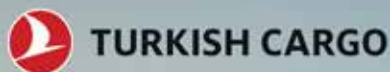


6- En tant qu'ancien président du Syndicat des Industries de Madagascar, comment voyez-vous les perspectives d'évolution du tissu industriel malgache ?

Je suis confiant, mais il faut que l'État partage aussi cette confiance, et y mette du sien par les textes. Madagascar ne sortira pas de sa pauvreté sans industries. Donc, moi, je dirais que toutes ces matières premières que nous avons, c'est déjà formidable, mais il faut que l'État participe vraiment au développement. Comment ? En mettant en place les textes nécessaires, mais aussi en construisant les infrastructures et l'écosystème nécessaire pour développer les industries, et en tenant compte des données actuelles notamment la démographie.

Nous comptons également sur l'État pour démarrer le plus rapidement possible les barrages hydrauliques, et puis aussi se tourner vers des énergies propres comme le Solaire. C'est très important, pour le développement de nos industries, car l'énergie est une question vitale pour les industries.

Les infrastructures routières sont aussi très importantes, elles sont les artères du pays. Et l'état doit faire de la réhabilitation de ces routes une priorité. Cela profitera à tout le monde, les transporteurs, les agences de voyages et aussi les industries qui dépendent de l'approvisionnement par voie terrestre en grande partie.



TURKISH CARGO, LA COMPAGNIE DE FRET AÉRIEN QUI DESSERT LE PLUS DE DESTINATIONS DANS LE MONDE

Acheminez vos marchandises dans le monde entier grâce au vaste réseau de Turkish Cargo et à son expertise dans le secteur.



MALAGASY
NY ANTSIKA



Le label « Malagasy ny Antsika », c'est quoi ?

Le label « Malagasy ny Antsika » est une marque apposée sur les produits, équipements et matériaux fabriqués par les industries de Madagascar, membres du SIM. Pour obtenir ce label, il est exigé de réaliser un audit de qualité des étapes de production avec le bureau des normes de Madagascar (BNM), depuis le traitement des matières premières jusqu'à leur emballage.

Ce logo atteste que :



Le produit a été contrôlé et certifié comme sans danger pour votre santé et celle de votre entourage, par le Bureau des Normes de Madagascar (BNM).



La consommation de ce produit soutient les industries malgaches, crée des emplois, et garantit le revenu de millions de ménages.



En choisissant ce produit, vous valorisez et protégez le produit malagasy face aux importations.

Certifié par le



LES NOUVEAUX PRODUITS LABELLISES « Malagasy ny Antsika ».



KOBA FENOSOA :

nourrir et fortifier Madagascar, une farine d'espoir !

Bien plus qu'une farine, Koba Fenosoa est une solution nutritionnelle fortifiée, spécialement conçue pour répondre aux besoins vitaux des familles malagasy, tout en valorisant la richesse de nos terres.

Fruit d'un partenariat engagé entre la Société AGRIKOBA et l'Office National de Nutrition (O.N.N.), Koba Fenosoa est élaborée à partir d'ingrédients 100% issus de l'agriculture malagasy, unissant nos forces dans la lutte contre la malnutrition.

Enrichie avec 12 vitamines essentielles, elle transforme chaque repas quotidien en un apport nutritionnel optimal. Sa formule

complète a déjà fait ses preuves, faisant de Koba Fenosoa un allié précieux pour de nombreuses ONG, notamment dans les programmes d'urgence contre la famine dans le Sud de Madagascar.

Forts d'une unité de production à grande capacité, nous sommes en mesure de répondre rapidement aux besoins les plus urgents, qu'il s'agisse de distributions d'urgence ou d'actions de développement durable à long terme.

Choisir Koba Fenosoa, c'est choisir un outil de santé publique puissant, un acte de solidarité concret et un investissement dans l'avenir d'une nation forte et en bonne santé



AGRIVAL

accélérateur de croissance aquacole

Agrival s'affirme comme le leader et pionnier incontesté de la gamme «fish feed» (proviende pour poisson) à Madagascar. Fort de son expertise et de son engagement envers le secteur aquacole, Agrival propose des aliments spécifiquement formulés pour répondre aux besoins nutritionnels des poissons et optimiser leur croissance de manière significative.

Notre gamme de provendes a révolutionné les pratiques d'élevage, permettant aux pisciculteurs d'atteindre des résultats remarquables. Grâce à des formulations équilibrées et de haute qualité, les poissons nourris avec les provendes Agrival connaissent une crois-

sance rapide et saine. En témoigne la possibilité d'obtenir des poissons d'un poids moyen de 300 grammes en seulement cinq mois.

En tant que pionnier, Agrival a toujours placé l'innovation au cœur de son développement, offrant des solutions performantes et adaptées aux spécificités de l'aquaculture locale. Notre engagement continu envers la recherche et le développement garantit des produits à la pointe de la technologie, contribuant à l'essor d'une pisciculture durable et productive à Madagascar. Faites confiance à l'expertise Agrival, le choix naturel pour une croissance aquacole optimale.



BOVIMA :

l'excellence de la viande malgache.

Savourez la qualité supérieure de la viande SBOVIMA – BONNE Viande de Madagascar.

Notre engagement repose sur une viande 100% traçable, issue d'un élevage respectueux du bien-être animal et un processus d'abattage rigoureusement certifié aux normes HACCP, ISO 22000, ISO 9001 et Halal International.

Au cœur du Sud de Madagascar, BOVIMA combine savoir-faire traditionnel et techniques modernes pour vous offrir une viande d'exception, préparée avec rigueur et transparence. Chaque bouchée est la garantie d'une

qualité irréprochable, d'une sécurité alimentaire optimale et du respect des standards internationaux.

Choisir BOVIMA, c'est aussi soutenir un développement durable : nous nous engageons activement dans l'essor économique des régions d'Anosy et d'Androy, en favorisant l'emploi local, un élevage responsable et la professionnalisation des filières bovine, ovine et caprine.

BOVIMA, le goût de l'excellence, l'impact d'un engagement.



LES NOUVEAUX PRODUITS LABELLISES « Malagasy ny Antsika ».

HABIBO

Acteur majeur de l'industrie Malagasy, se distingue par son engagement à offrir des produits de qualité, accessibles et adaptés aux besoins des familles. En 2025 le 28 Janvier, ses marques phares ont été labellisées par

la SIM (Syndicat des Industries de Madagascar), reconnaissance d'un savoir-faire local et d'un standard d'excellence. À travers ses 04 divisions : Habibo Beverage, Dairy, Hygiène et Oils, le Groupe développe des solutions

variées, alliant innovation, responsabilité et proximité. De la fraîcheur pétillante aux soins des tout-petits, Habibo accompagne le quotidien des Malagasy avec passion, rigueur et ambition.



HABIBO BEVERAGE :

Le plaisir pétillant à partager.

Depuis 2024, Habibo met en bouteille la fraîcheur des marques COCA-COLA, FANTA et SPRITE à Madagascar, une fierté locale au goût mondial. Avec ses marques emblématiques comme COCA, FANTA et SPRITE, Habibo, incarne l'énergie et la fraîcheur au cœur du quotidien des Malagasy. Pensée pour les mo-

ments de convivialité, cette gamme de boissons gazeuses offre un éventail de saveurs qui séduisent toutes les générations. Chaque gorgée reflète l'engagement de HABIBO à proposer des produits festifs, accessibles et toujours plus proches des attentes des consommateurs.



HABIBO DAIRY :

La fraîcheur qui nourrit chaque jour.

Sous licence exclusive de CANDIA, Habibo Dairy se positionne en tant que leader local dans la production de lait de haute qualité. Premier producteur de lait UHT, l'usine s'engage à fournir des produits frais et nutritifs, répondant aux besoins de chaque famille. Grâce à sa certification ISO 22 000, Habibo Dairy respecte les normes internationales les plus strictes, garantissant ainsi un lait sûr et fiable, tout en soutenant le développement du marché local.

Soucieuse de l'excellence et du respect des standards les plus élevés, HABIBO DAIRY

s'attache à préserver l'authenticité de ses produits en privilégiant des compositions aussi naturelles que possible. Elle regroupe les jus LEFRUIT, les boissons aromatisées CANDYUP et lait CANDIA, conçus pour accompagner chaque moment de la journée. Enrichis en vitamines et savamment équilibrés, ces produits apportent goût, énergie et bien-être à toute la famille. Fidèle à notre mission de proximité, Habibo valorise les besoins nutritionnels des Malagasy avec des recettes savoureuses, pratiques et sûres.



HABIBO HYGIENE :

Pour le bien-être des bébés et la présence auprès des parents.

Filiale du groupe depuis 2023, s'est imposée comme un acteur clé dans l'univers de l'hygiène à Madagascar. À travers ses marques MOLLY et BEBEO, l'entreprise conçoit des produits adaptés aux besoins des tout-petits et des familles, alliant confort, sécurité et ac-

cessibilité.

Chaque produit est pensé avec soin pour offrir une protection fiable au quotidien, tout en garantissant une douceur optimale.



LES NOUVEAUX PRODUITS LABELLISÉS « Malagasy ny Antsika ».



HABIBO OILS : Le goût authentique.

Habibo Oils est un producteur local de margarines et de fromages. Équipée de technologies modernes, l'usine met un point d'honneur à la qualité et à l'authenticité des saveurs. Grâce à des méthodes de fabrication soigneusement élaborées, chaque produit offre une texture riche et un goût inégalé. Habibo Oils s'engage à satisfaire les attentes des consommateurs en proposant des produits de qualité supérieure à des prix imbattables.

C'est l'alliance savoureuse de CANDIA LE FROMAGE, 100 % lait de vache, et des margarines RAYON D'OR, JAD'OR et COEUR D'OR. Une gamme complète qui accompagne aussi bien les instants gourmands et les recettes de tous les jours.

Avec des produits riches, onctueux et adaptés aux goûts locaux, Habibo valorise les bienfaits des produits laitiers tout en innovant pour les nouvelles générations depuis 2024.



LES PRODUITS «JB »

En créant des instants de plaisir, qui sont autant de parenthèses enchantées, JB se donne pour mission d'améliorer la vie des Malgaches. La signature Aina vao isan'andro résume cet engagement : rendre le plaisir et la nutrition accessibles à tous, pour des vies plus belles, jour après jour.

Dans cette optique, nous sommes ravis de présenter nos nouveaux produits labellisés Malagasy ny Antsika : Mini Choco, Jok, et Pecto dans la gamme confiserie, ainsi que SALTO Chips dans la gamme snacking salé. Chacun de ces délices a été soigneusement élaboré pour offrir une expérience gustative unique, alliant qualité et plaisir.

Ces produits témoignent de notre fierté d'appartenir au SIM, mettant en avant l'authenticité et le savoir-faire malgache. Mini Choco séduit par sa douceur chocolatée, tandis que Jok et Pecto apportent des saveurs innovantes. SALTO Chips satisfait les envies de snacks salés avec son goût et sa texture explosives.

Nous sommes déterminés à continuer de partager ces créations et de promouvoir la richesse des produits malgaches, tout en portant fièrement le label Malagasy Ny Antsika.



MADAPLAST servir votre quotidien

Créée en 2017, MADAPLAST s'est rapidement imposée comme une référence incontournable dans la fabrication d'articles plastiques à usage domestique et professionnel à Madagascar. Reconnue pour son savoir-faire, l'entreprise propose une large gamme d'articles ménagers et industriels adaptés aux besoins des consommateurs et professionnels. Des articles du quotidien au design moderne et coloré – tels que les cuvettes, les boîtes de rangement, les chaises, ou seaux – aux solutions techniques pour les professionnels, MADAPLAST répond avec rigueur aux besoins du marché malgache. Son offre industrielle comprend notamment des préformes PET, bouchons, récipients, destinés aux secteurs agroalimentaires, logistiques et agricoles.

Cette exigence de qualité repose sur l'utilisation exclusive de matières premières vierges, certifiées « Contact alimentaire ». Chaque granulé, chaque résine répond à des critères stricts, assurant ainsi des produits fiables et conformes aux normes en vigueur.

À travers une politique industrielle ambitieuse, MADAPLAST incarne aujourd'hui une nouvelle génération d'entreprises malgaches : innovantes, responsables et fières de produire localement, au service du consommateur.

C'est dans cette dynamique que MADAPLAST a obtenu dernièrement le label « Malagasy Ny Antsika », un gage d'authenticité, de qualité et de fierté nationale, qui renforce la confiance des consommateurs envers les produits fabriqués à Madagascar.

LES NOUVEAUX PRODUITS LABELLISES « Malagasy ny Antsika ».



NUTRIFOOD Des céréales 100% vita malagasy : la force du terroir au réveil

NUTRIFOOD est fière de lancer les premières céréales instantanées 100% malagasy, symbole d'innovation locale et de valorisation de notre terroir. Fabriquées exclusivement à partir d'ingrédients issus des récoltes de nos agriculteurs, elles soutiennent l'économie locale et le développement durable.

Produites selon des normes internationales strictes, ces céréales offrent une qualité nutritionnelle exceptionnelle grâce à leur enrichis-

sement en 12 vitamines essentielles, fournissant l'énergie nécessaire pour bien démarrer la journée.

Simple et rapides à préparer, elles se déclinent en quatre saveurs gourmandes : Cornflakes Nature, Frozy, Croc Choco et Choco Bolls. Faites le choix d'un produit local, nutritif et solidaire. Commencez chaque matin avec le goût authentique de Madagascar !



ORKIDEX

« Orkidex, entreprise de TRIMETA GROUP, s'impose aujourd'hui comme leader et acteur clé de l'extraction de vanille à Madagascar.

En intégrant toute la chaîne de valeur locale – du planteur au transformateur industriel via Trimeta Agro Food autre entité du groupe – Orkidex propose un extrait de vanille unique, à la fois puissant et raffiné. Cet extrait universel a permis à l'entreprise de conquérir des parts de marché face aux extracteurs européens les plus établis.

loppement, cet extrait de vanille capture toute la richesse aromatique de la gousse malgache tout en offrant la stabilité industrielle requise par les géants de l'agroalimentaire. Sa polyvalence en fait un ingrédient de choix dans une grande variété de produits, de l'alcool, aux produits laitiers en passant par les pâtisseries, alliant concentration et subtilité.

Principalement destiné au marché européen, l'extrait Orkidex est également décliné en version diluée pour un usage domestique, distribuée par la nouvelle marque du groupe Mareva »

Fruit de deux années de recherche et déve-



SIPROMAD Des produits labellisés Malagasy Ny Antsika : le choix du local et du durable

Acteur industriel de référence depuis plusieurs décennies, le Groupe Sipromad s'engage pour une production locale, responsable et durable à travers sa filiale d'Ambohimambola. Nos produits du quotidien – savons IRIKO, papiers hygiéniques DOUCY et LYS, encaustiques TSELATRA, bougies MARONJANA et cordes TADYNYL – sont aujourd'hui labellisés Malagasy Ny Antsika. Ce label valorise l'excellence malgache, en alliant qualité, respect de l'environnement et soutien au tissu économique national. Nos

savons sont fabriqués à base d'huiles végétales, nos papiers hygiéniques issus de papier 100 % recyclé. Chaque produit incarne un savoir-faire ancré dans notre territoire et une conscience écologique affirmée.

Choisir ces marques, c'est encourager l'innovation locale, préserver nos ressources, faire le pari d'un avenir plus responsable et valoriser ce que Madagascar produit de meilleur.

LES NOUVEAUX PRODUITS LABELLISES « Malagasy ny Antsika ».



Allier performance, qualité et fierté nationale : c'est le pari réussi de CLEANAUTO, une marque de produits d'entretien automobile 100% «vita malagasy», lancée en 2022 par la SOMAPRO, spécialisée dans la fabrication de produits d'entretien et d'hygiène à Madagascar.

SOMAPRO : CLEANAUTO – L'excellence malgache au service de votre véhicule

Conçue pour répondre aux attentes des automobilistes les plus exigeants, la gamme de produits CLEANAUTO s'impose aujourd'hui comme une référence incontournable dans le domaine de l'entretien automobile à Madagascar. Chaque produit incarne le savoir-faire local et garantit des résultats professionnels :

- Shampooing lustrant CLEANAUTO : nettoie efficacement, fait briller et protège durablement la carrosserie.
- Lave-glace CLEANAUTO : assure une visibilité parfaite, sans traces ni résidus.
- Liquide de refroidissement CLEANAUTO (disponible en vert, rose et bleu) : stabilise la température du moteur et prolonge la durée de vie du véhicule.
- Rénov'Pneu CLEANAUTO : redonne aux pneus un aspect neuf et soigné.
- Acide batterie CLEANAUTO : optimise la performance et la longévité des batteries.

Fière de son ancrage local, la marque arbore le label "Malagasy ny Antsika" du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), gage d'une fabrication locale répondant aux standards les plus élevés.

Accessible à travers toute l'île grâce à un réseau structuré de distributeurs : stations-service, grandes-surfaces et centres automobiles – CLEANAUTO démocratise l'entretien automobile de qualité, en mettant le savoir-faire Malagasy à l'honneur.

En choisissant CLEANAUTO, vous faites bien plus qu'entretenir votre voiture : vous soutenez l'industrie locale et vous faites le choix de l'efficacité sans compromis. Pour votre véhicule, exigez le meilleur, exigez CLEANAUTO !



Le Matelas Austral résulte de l'assemblage de ressorts ensachés avec une couche de mousse en haute densité de 5cm sur les 2 faces.

Il offre un confort ferme et une indépendance de couchage. Avec une hauteur finale de 25 cm, il est idéal pour les personnes qui recherchent un accueil et un soutien ferme pour le dos.

VITAFOAM Découvrez nos Matelas à Ressorts ensachés réversibles de la Collection

VITASPRINGS : Austral et Irenic.

Le Matelas Irenic se compose d'un cœur en ressorts ensachés sur 15cm de haut, compris entre les deux faces une couche de mousse de très haute densité de 2cm et une feuille de latex de 4cm, donnant une hauteur finale de 27 cm.

La combinaison de ces matériaux offre un soutien optimisé ainsi qu'un accueil médium équilibré. Il assure une excellente ergonomie de couchage, tout en garantissant un confort durable. La couche de Latex épouse les contours du corps, offrant un soutien optimal pour un sommeil de qualité nuit après nuit. Irenic et Austral sont faits pour ceux qui recherchent un matelas à ressorts ensachés alliant respirabilité, soutien progressif et indépendance de couchage.

Ces matelas sont disponibles dans les dimensions suivantes :

90x190cm
90x200cm
140x190cm
160x200cm
180x200cm
200x200cm

Pour plus d'informations, contactez le Showroom VITAFOAM Madagascar le plus proche de chez vous.

Un **BOND** VERS de nouveaux **SOMMETS** !



FIARO
VENTURE CAPITAL
- SINCE 1989 -



SOLARMAD

Ciel Textile

FLOREAL

Floréal : Une transition énergétique réussie avec **Solarmad**

Face aux défis énergétiques, Floréal, leader textile à Madagascar, a choisi une solution durable avec Solarmad : une centrale solaire en autoconsommation. Grâce aux 2 800 heures d'ensoleillement par an, cette énergie propre et stable réduit sa dépendance au réseau et optimise ses coûts.



Majunga : 032 41 673 31



Tananarive : 032 12 043 48



Nosy Be : 032 11 053 48



www.solarmad-nrj.com